

CONTRIBUTION A L'ETUDE DE LA PRODUCTION

AGRICOLE EN BELGIQUE DE 1846 à 1913

par

J. GADISSEUR

Assistant à l'Université de Liège

“La Belgique est citée partout comme le pays le plus essentiellement agricole de l'Europe”.

(Un membre du Conseil supérieur d'agriculture – 1847)

EN GUISE D'AVANT-PROPOS

Quand nos amis Dhondt et Craeybeckx nous demandèrent d'apporter à leur étude des sociétés agricoles du 19^e siècle la contribution que nos recherches collectives d'histoire quantitative belge permettaient, nous avons accepté avec réticence.

Nos recherches, en effet, étaient moins avancées pour le secteur agricole qu'elles ne l'étaient pour le secteur industriel, le commerce extérieur ou les finances publiques.

Nous pensions rédiger cet article avec M. Jean Gadisseur, qui, au sein de notre groupe d'études de l'histoire quantitative et du développement, a la responsabilité de l'évaluation et de l'analyse du produit physique (en gros, industrie et agriculture) de la Belgique de 1830 à 1913. En fait, c'est M. Gadisseur qui a assuré la totalité de la charge. Il n'en doit cependant pas assumer seul la responsabilité.

En effet, seul le devoir impérieux que nous considérons avoir envers la mémoire d'un homme qui fut un grand ami et pour lequel nous avons la plus grande admiration, nous a décidé de publier les pages qui suivent.

De celles-ci, on se doutera peu, en les lisant, des trésors de finesse, de subtilité et d'imagination qu'il fallut mettre en oeuvre

pour construire le donné.

La chose étant dite et hommage en ayant été rendu à l'auteur, nous ne pouvons trop insister sur le caractère hâtif et provisoire du présent essai. M. Gadisseur en est parfaitement conscient, il le dira. Nous demandons simplement aux lecteurs de ne pas exiger davantage qu'on ne leur donne, mais, par contre, nous les pressons vivement de nous faire part de leurs critiques et suggestions, sans lesquelles l'oeuvre achevée - si tant est que ce mot ait un sens en histoire - ne serait pas ce qu'elle pourrait être.

Ayant pris des risques en mémoire d'un homme qui les aimait, nous attendons la collaboration critique des lecteurs en mémoire d'un homme qui l'aurait appréciée.

Pierre Lebrun.

INTRODUCTION

Alors qu'au lendemain de l'indépendance, l'agriculture était considérée unanimement comme la "principale industrie" du pays, et que le gouvernement s'inquiétait des moyens propres à accroître sa production, nous ne trouvons pour le dix-neuvième siècle qu'une statistique agricole relativement pauvre. Antérieurement à 1846, aucun relevé annuel ne fut opéré et seules quelques informations de valeur assez inégale sont disponibles.

Le recensement de 1846 marqua le point de départ d'une statistique annuelle des prix moyens et des rendements à l'hectare des principales cultures. Encore ces dernières n'étaient-elles établies qu'à partir d'estimation et non de mesures précises. Tous les dix ans d'abord, tous les quinze ans ensuite, les grands recensements permirent d'établir un état de la répartition des cultures, des effectifs du cheptel et de l'organisation du secteur agricole. Ce ne fut que de 1901 à 1913 qu'eurent lieu des recensements annuels, d'ailleurs assez sommaires.

Cette pauvreté des informations chiffrées, ainsi d'ailleurs que leur fréquente imprécision, nous ont convaincu qu'une analyse quantitative digne de ce nom ne pouvait être poursuivie sans une importante recherche heuristique complémentaire. Fort heureusement, les *Bulletins du Conseil supérieur d'agriculture*, les *Exposés de la situation administrative des provinces* ainsi que dans une mesure moindre les *Exposés de la situation du Royaume* renferment des trésors de renseignements - chiffrés ou non - qui, par leur exploitation systématique, permettront, sinon de compléter la

statistique, au moins de la préciser et d'établir des modèles d'estimation vraisemblables.

Bien que largement entamé, le dépouillement de ces importantes publications nous prendra encore de nombreux mois. Quoique déjà assez nombreux, les renseignements actuellement recueillis, s'ils nous ont permis de jeter une lumière occasionnelle sur certains événements, ne pourront être pleinement utilisés que lorsque, l'ensemble du travail étant terminé, le rapprochement systématique des informations de nature ou d'origine diverses leur donnera toute leur signification. En attendant ce jour force nous est de nous contenter de peu, et de chercher, en une phase exploratoire, à extraire de l'immédiatement disponible un maximum d'indications.

La présente étude est donc provisoire, sommaire et incomplète.

Quant au fond, elle souffre d'une quadruple limitation. Premièrement, nous avons adopté pour point de départ, non pas 1831, comme il eut été logique, mais 1846, comme il a été possible. Deuxièmement, notre analyse sera globale et nous négligerons pour le moment les caractères propres aux diverses régions. Troisièmement, l'important problème des relations et des influences entre secteurs sera laissé de côté, à l'exception toutefois de l'incidence possible de la croissance industrielle sur l'agriculture. Enfin, le caractère sommaire des relevés effectués jusqu'ici ne nous permettra, ni d'affirmer avec force, ni d'expliquer avec exactitude, ni de conclure avec précision.

Quant à la forme, nous avons cru pouvoir nous dispenser, étant donné le caractère provisoire du travail et le peu de place dont nous disposons, de développer comme il eut été souhaitable les commentaires historiques et critiques et de donner les références de détail (1).

Dans un premier chapitre, nous esquisserons les circonstances principales de la croissance agricole, de façon à donner une idée du contexte général dans lequel se situe son histoire. Le second chapitre sera consacré au produit agricole. Nous y exposerons d'abord la méthode utilisée pour mesurer ce produit; nous examinerons ensuite les grands traits de son évolution. Nous tenterons, dans les deux chapitres suivants, l'un consacré à l'étude des rendements, l'autre à celle de l'évolution des structures, de proposer au moins à titre

(1) Nous ne pouvons omettre de signaler l'excellent ouvrage de G. BUBLLOT, *La production agricole belge, Etude économique séculaire 1846-1955*, Louvain-Paris, 1957. Quoique d'une orientation différente, puisque l'auteur étudie principalement l'évolution des coûts de production, ce livre a été pour nous, par la richesse et l'exactitude de sa documentation, un guide constant.

d'hypothèses, quelques explications aux faits qui se dégagent de l'étude du produit. Enfin, avant de conclure, nous tenterons, en quelques pages, d'estimer la part de l'agriculture dans l'ensemble du produit physique, afin d'éclairer quelque peu le processus d'industrialisation.

Comme on le verra, la prétention de cet article n'est nullement d'apporter aux questions posées des réponses définitives. Bien au contraire, nous nous contenterons simplement de préciser dans la mesure de nos moyens quelques-uns des aspects de la croissance agricole de la Belgique au XIXe siècle, d'émettre quelques hypothèses et d'ouvrir quelques pistes. Notre espoir est que les lecteurs, faisant preuve d'un esprit de critique sévère vis-à-vis du texte, mais indulgente vis-à-vis de l'auteur, nous feront part de leurs suggestions et, par leurs conseils, nous permettront de donner à notre recherche une orientation meilleure.

I. LE SECTEUR AGRICOLE

De 1831 à 1913, le produit physique de l'industrie belge se trouva multiplié par douze. En 1845, la production de fonte était de 135.000 tonnes par an. En 1913, elle atteignait 2.485.000 tonnes. En moins d'un siècle (1831-1913) le sous-sol belge avait livré 1.250 millions de tonnes de charbon (2). Avec le recul du temps, cette croissance industrielle apparaît frénétique. Elle ne se traduit pas seulement dans les chiffres de la production, mais exerça sur les autres aspects de la vie économique une influence profonde. En contraste, l'agriculture belge paraît un secteur passif, qui n'évolue, sur le plan de la production comme sur celui des structures, que d'une manière lente, par une suite de modifications assez peu perceptibles et, le plus souvent, sous la pression d'événements extérieurs.

En fait, cette inertie témoigne autant des limites qu'impose la nature à l'accroissement des productions que des progrès déjà réalisés auparavant.

En dehors de quelques régions, il ne restait en 1846 que peu de terres laissées à l'abandon faute de main-d'oeuvre. Le plus souvent, il s'agissait de terrains peu propres à la culture et qui ne pouvaient produire que grâce à un apport continu d'amendements et d'engrais. L'aide au défrichement apportée par les pouvoirs publics

(2) J. GADISSEUR, *L'indice de la production industrielle en Belgique de 1830 à 1913*, (2 vol.), Liège, 1971 (stencilé).

au début de la période, en fournissant la chaux nécessaire à prix réduit (3), permit certes d'approprier à la culture des étendues appréciables. Mais il convient de remarquer que nombre de ces défrichements furent fort éphémères dans leurs effets.

REPARTITION DU DOMAINE AGRICOLE (4)
(en milliers d'hectares)

Années	Cultures (5)	Terrains incultes (6)	Bois (7)
1846	1.743	290	524
1856	1.796	-	-
1866	1.918	262	447
1880	1.925	232	508
1895	1.853	169	544
1910	1.890	108	542

Il apparaît à la lecture du tableau qui précède que les superficies cultivées augmentèrent assez considérablement de 1846 à 1866 (8), à la fois par le défrichement de terres incultes et par le déboisement. Dès 1866 cependant, le mouvement s'infléchit et l'on constate que si la mise en valeur des terres incultes se poursuit, ce ne fut guère au profit de la culture proprement dite, dont l'étendue passa de 1.918.000 hectares en 1866 à 1.853.000 hectares en 1895 pour remonter ensuite, en 1910 à 1.890.000 hectares. De 1846 à 1910, l'étendue réservée aux cultures proprement dites ne s'était accrue que de 147.000 hectares, soit un progrès d'environ 8,5%. Ce chiffre paraîtra d'autant plus faible que les superficies ainsi gagnées pour la culture ne produisaient le plus souvent qu'une maigre récolte.

On peut considérer que, dès l'indépendance, la phase extensive de la croissance agricole était pratiquement terminée et qu'elle ne put

(3) De 1848 à 1853 et de 1858 à 1865.

(4) D'après les *Recensements de l'agriculture*.

(5) Y compris les jachères et les vergers, mais non les jardins potagers.

(6) Bruyères, broussailles, vaines pâtures, essarts et terres cultivées de façon occasionnelle.

(7) Y compris les oseraies, les pépinières, les parcs et jardins d'agrément.

(8) Nous ne pouvons retenir le chiffre de 1880, pourtant supérieur à celui de 1866. Il paraîtrait en effet que la superficie recensée en 1880 aurait été supérieure à la réalité. (*Exposé de la situation du Royaume, 1876-1900*, t. III, p. 24).

se poursuivre jusqu'en 1866-80 que par la mise en culture de terres marginales, qui furent d'ailleurs souvent abandonnées ou boisées dès que les circonstances se montrèrent moins favorables. De notables progrès ne pouvaient plus être accomplis que par l'intensification de la culture et de l'élevage pour ce qui est de l'accroissement du produit, et par l'amélioration du rendement de la main-d'oeuvre et du matériel pour ce qui est des économies de facteurs.

La voie du progrès était donc une voie étroite et abrupte, d'autant plus longue à parcourir que la mentalité des campagnes restait, au contraire de celle des villes, fermement attachée aux traditions et que la science agronomique ne se répandait que fort péniblement.

Ce n'était point pourtant que les efforts fussent épargnés. Le gouvernement, préoccupé de la question agricole, quadrilla littéralement le pays de comices et de sociétés d'agriculture, organismes semi-officiels destinés à répandre le progrès parmi les cultivateurs "intelligents". Ces comices envoyaient des délégués aux commissions provinciales d'agriculture, qui à leur tour élaient leurs membres les plus éminents au Conseil supérieur de l'agriculture, dont le rôle auprès du gouvernement était essentiellement consultatif (9).

Des exploitations et des concours furent organisés, afin de stimuler le zèle des cultivateurs. On chercha, par des règlements provinciaux et une subvention à l'achat de reproducteurs étrangers, à améliorer les races d'animaux domestiques. Une certaine propagande fut organisée en faveur de procédés ou d'instruments nouveaux susceptibles d'augmenter le rendement par hectare. Le gouvernement distribua aux quatre coins du pays des graines de plantes ou de variétés nouvelles.

Le plus souvent, ces tentatives se soldèrent par des échecs ou des demi-succès. Les reproducteurs de la race durhamoise, importés à grands frais du Royaume-Uni étaient de mauvaise qualité, ou s'acclimataient mal. Leurs produits ne donnaient que peu de lait. Après 30 ans d'efforts, les résultats acquis étaient nuls ou quasi, et les subventions furent supprimées. Il en fut de même des essais de croisements avec des porcs anglais ou chinois. Les semis expérimentaux de plantes nouvelles donnaient pour leur part des résultats tellement variables suivant les régions, les années ou les personnes, que rien de positif ne pouvait en être dégagé.

(9) Le Conseil supérieur d'agriculture a été créé en 1834, les Commissions provinciales d'agriculture furent instituées en 1848. Quant aux Comices et aux sociétés d'agriculture, leurs statuts et leur rôle furent définis par un Arrêté royal pris en 1848.

Quant au service vétérinaire, quoique organisé dès 1850, il ne put offrir tous les avantages qu'on en escomptait qu'au moment où les progrès de la science le mirent à même de combattre efficacement les principales maladies du bétail, notamment la tuberculose bovine - jadis appelée pleuropneumonie exsudative - et d'améliorer par la sélection (10) et une hygiène meilleure la qualité des produits.

Au milieu du siècle, alors que les découvertes de la mécanique, de la thermodynamique et de la chimie minérale étaient sur le point de renouveler l'essor de la croissance industrielle, la thèse minéraliste commençait seulement à gagner quelque crédit et l'agronomie n'était en fait encore nulle part. Les connaissances eussent-elles été plus avancées que leur application n'aurait pu avoir lieu que bien plus tard. Car il ne suffisait point de former quelques poignées d'ingénieurs et quelques milliers de techniciens, c'était toute une population agricole, comprenant plusieurs centaines de milliers d'exploitants, qu'il fallait convaincre et instruire.

A ces causes s'ajoutait l'attraction exercée par l'industrie sur le capital. Non seulement l'investissement agricole paraissait peu rentable aux grands propriétaires, mais encore de nombreuses exploitations de grande étendue se désagrégèrent. Cette circonstance retarda considérablement l'application à l'agriculture du machinisme. Quoique l'industrie fut en mesure de livrer des instruments perfectionnés dès le milieu du siècle, il fallut attendre trente ans encore avant que les semoirs à cheval, les faucheuses, les machines à battre le grain ne reçussent une certaine diffusion. Quant à l'achat de semences sélectionnées ou d'engrais, il nécessitait de la part du petit cultivateur une dépense préalable fort lourde qu'il n'était guère disposé à consentir, étant donné le caractère incertain (11) du résultat qu'il pouvait espérer de leur application.

Le capital désertait l'agriculture. La main-d'oeuvre la déserta également. L'attraction grandissante de la ville et de l'usine, l'insuffisance du revenu en cas de mauvaise récolte et enfin la facilité

(10) La création des "herdbooks" date de 1896, celle des "studbooks" remonte à 1886. (*Exposé de la Situation du Royaume, 1876-1900*, t. III, p. 116 et 117).

(11) Cette incertitude était justifiée par la fréquente ignorance où l'on se trouvait des besoins réels du sol d'une part, et par les nombreuses fraudes auxquelles se livraient les marchands d'engrais d'autre part. En 1871 furent créés les premiers laboratoires d'analyse de sol, qui permettaient de définir la nature et les doses des engrais propres au rétablissement de l'équilibre minéral des terres, en fonction des cultures projetées. Quant au problème de la fraude des engrais, il ne fut résolu que par la mise en vigueur, en 1887, d'une législation stricte. Mais la méfiance du cultivateur, même justifiée par quelques expériences malheureuses, était surtout le résultat d'un profond scepticisme naturel que seule l'évidence des démonstrations faites sur le terrain pouvait ébranler.

offerte par le développement du chemin de fer d'abord, du réseau vicinal ensuite, poussèrent de nombreux ouvriers agricoles à porter leur travail à l'usine proche.

Secteur déshérité, l'agriculture évolua néanmoins; mais ce fut sous l'effet de contraintes venues de l'extérieur. Elle subit au premier chef le contrecoup de la formidable expansion industrielle, dont les effets furent protéiformes et différenciés. Effet négatif d'abord en canalisant l'essentiel de l'effort créatif du pays. Positif ensuite par la fourniture d'équipements perfectionnés et l'augmentation des niveaux de vie. Simultanément, l'agriculture se trouva exposée à une série de chocs exogènes qui se répercutèrent sur ses structures et sur la nature et l'importance de ses productions :

- la crise linière des Flandres et la maladie de la pomme de terre (1845-1855)
- la suppression de l'échelle mobile et l'entrée sur le marché intérieur de blé étranger (1870)
- la diffusion de la machine à battre le grain (dès 1870-75)
- le développement du réseau ferré (et routier) (depuis 1835)
- la fabrication des engrais chimiques, notamment des superphosphates, qui permit de supprimer les jachères (1880-1895).

Ces circonstances imprimèrent au secteur agricole une évolution particulière et le firent passer de secteur principal à secteur auxiliaire, par le même mouvement qui conduisait le pays d'un type d'économie agricole à un type d'économie industrielle.

*

* * *

II. LE PRODUIT AGRICOLE

1. Le cadre méthodologique et statistique

Par l'organisation de ses unités productrices et par le nombre et l'intensité de ses livraisons internes, l'agriculture constitue un secteur tout particulier.

D'une part, la concentration des diverses productions au sein d'entreprises de dimensions restreintes et forcément non-spécialisées, entraîne l'impossibilité de répartir la consommation des facteurs entre les divers produits. Il ne s'agit pas seulement d'un problème statistique, mais bien d'une réelle interdépendance des productions qui, pour ainsi dire, se valorisent mutuellement.

D'autre part, il n'est guère de production qui ne soit associée à une ou plusieurs autres et dont la destination ne soit pas ambiguë. Si nous considérons par exemple le cas des céréales, nous constatons d'abord la présence d'un produit joint : la paille, utilisée comme fourrage ou litière, ou encore comme engrais. Nous voyons ensuite que les grains ont trois affectations possibles : ils peuvent être réservés aux semences de la saison suivante, ils peuvent être destinés à la nourriture des animaux domestiques ou livrés à la consommation. Dans ce dernier cas, une partie en reviendra à l'agriculture sous forme de sous-produits. Cette ambiguïté fondamentale se retrouve quel que soit le type de production envisagé. Ainsi, l'élève du cheval de trait fournit à la culture un excellent fumier, et les sujets obtenus peuvent être destinés, soit à la boucherie, soit à la vente, soit à la reconstitution ou à l'augmentation du cheptel de la ferme. Dans ce dernier cas, l'investissement sera consenti en faveur de l'élevage s'il s'agit de juments poulinières, ou en faveur de la culture s'il s'agit d'animaux de trait, une possibilité n'excluant d'ailleurs nullement l'autre dans le chef d'un même animal.

Ces exemples montrent toute l'étendue et la complexité du problème. Que dire lorsqu'on considère le cas des cultures dites "améliorantes" qui accroissent le rendement des années ultérieures ou plus simplement, celui des cultures de légumineuses à la fois fourrages et engrais ?

Cette situation est vraie de nos jours. Elle l'est a fortiori pour le XIXe siècle, alors que le progrès n'avait pas encore exercé son effet libérateur. Une tentative d'estimation de la valeur des productions agricoles, faite à l'occasion du recensement de 1880 (12), renseigne pour la paille une valeur égale au tiers de celle attribuée à la production de céréales. De nos jours, il n'est pas rare de voir la paille brûler joyeusement sur les champs. Dans les *Bulletins du Conseil supérieur d'agriculture*, on trouve une série d'observations qui donnent à penser que l'intérêt des troupeaux de moutons - il en existait encore beaucoup au début de la période - résidait plus dans la production de fumier que dans celle de viande ou de laine. Actuellement le fumier est un moyen de fertilisation dont l'importance est devenue secondaire.

Le sous-produit avait donc à l'époque une importance extrême et l'étroitesse de l'interdépendance des productions y était proportionnée. Quant au caractère ambigu des prestations de facteurs, il était également bien plus fort voici cent ans qu'actuellement, du fait de la moins grande spécialisation des

(12) *Annuaire statistique*, Voir infra, p. 33.

équipements.

Interdépendance et indétermination sont pour le statisticien de mauvais augures. Elles créent en effet un problème méthodologique d'une complexité extrême. Il faudrait, pour évaluer la valeur ajoutée par l'agriculture, reconstituer pour chaque époque un tableau input-output détaillé, qui permettrait de distinguer les productions finales des productions intermédiaires. Encore ne serait-il jamais possible de ventiler cette valeur ajoutée globale suivant les différents produits, étant donné le caractère indifférencié des prestations de facteurs.

De toutes façons, un tel tableau détaillé est, pour le XIXe siècle, statistiquement irréalisable. Au mieux en pourrions-nous un jour élaborer de grossières esquisses pour certaines époques, notamment celles marquées par les grands recensements. Ni la précision, ni la continuité des estimations en ce sens ne sont malheureusement possibles.

Ce préambule assez long fera excuser, nous l'espérons, le caractère rudimentaire des estimations sur lesquelles cet article est fondé. En première approche, nous avons choisi d'adopter une attitude d'une simplicité barbare, préférant ne pas envisager ici les problèmes que nous ne pouvions résoudre sans accumuler des hypothèses actuellement gratuites.

Exposée brièvement, la solution adoptée est la suivante :

Nous avons cherché à mesurer le produit agricole par le biais des productions qui peuvent, à la rigueur, être considérées comme finales. Nous avons donc négligé celles qui sont principalement destinées soit à la nourriture ou à l'entretien du bétail, soit à la fumure des terres. En ce qui concerne la grande culture, les omissions portent sur l'important groupe des productions fourragères, y compris les pommes de terre, et sur l'avoine. Dans un même ordre d'idées, nous avons omis la production de paille et de quelques produits-joints ou sous-produits, comme les feuilles de betteraves sucrières ou leur pulpe.

Pour la production animale, nous avons négligé les aspects "accroissement de stock" et "prestation de facteur" du cheptel. Il n'a pas non plus été tenu compte de la production de fumier. Enfin, la chasse, la pêche et l'exploitation forestière ont été laissées de côté, comme activités sui-generis.

En plus de ces restrictions volontaires, d'autres nous ont été imposées par l'absence ou le caractère imparfait des statistiques. Ces omissions ne portent cependant que sur des productions mineures : les fruits et les légumes, la garance, le houblon, les cardères, la chicorée à café, le chanvre, les chèvres, la volaille et les petits

animaux de basse-cour.

Les quinze séries retenues se répartissent de la façon suivante :

A. Cultures

1. Céréales

Epeautre
Froment
Méteil
Orge d'hiver
Sarrasin
Seigle

2. Plantes industrielles

Tabac
Lin - graines
Lin - filasse
Colza
Betteraves sucrières (sucre brut)

B. Elevage

1. Bovins
2. Chevaux
3. Porcs
4. Moutons

Les seules informations directes disponibles sont celles fournies par les recensements annuels de l'agriculture qui eurent lieu de 1901 à 1913. Ces informations concernent, pour les exploitations de plus de 1 ha, la production des céréales, celle des plantes industrielles à l'exception du lin, ainsi que l'état et les naissances du cheptel à partir de 1906. Les statistiques des accises (13), pour leur part, fournissent une série annuelle complète des quantités de sucre prises en charge par les fabriques et un relevé, de 1881 à 1913, de la production du tabac.

Voilà tout ce dont nous disposons en fait d'informations directes et annuelles.

Quant à l'information indirecte, nous avons utilisé les grands recensements de l'agriculture (1846-1856-1866-1880-1895-1910), qui nous ont donné la répartition du domaine agricole entre les

(13) *Tableaux du Commerce de la Belgique avec les pays étrangers.*

principales cultures et les effectifs des animaux domestiques. Par ailleurs, les *Bulletins du Conseil supérieur d'agriculture* ont publié à partir de 1845 une statistique complète des rendements à l'hectare des principales cultures. Enfin, les Tableaux du commerce de la Belgique avec les pays étrangers nous ont fourni les statistiques d'importation et d'exportation des bovins et des chevaux.

En ce qui concerne les produits du sol, nous nous sommes contenté d'interpoler entre les superficies renseignées par les recensements et de multiplier les estimations obtenues par les rendements à l'hectare. Cette règle a souffert deux exceptions. La première concerne le tabac. En comparant les résultats obtenus par la méthode qui vient d'être décrite aux chiffres relevés par l'administration des accises, nous avons constaté que ces derniers leur étaient constamment supérieurs d'environ un tiers. Nous en avons conclu que les rendements à l'hectare de la statistique agricole étaient systématiquement sousestimés, et nous avons corrigé les chiffres de 1845 à 1880 en les multipliant par une constante égale à 1,36. Pour la période 1881-1913, nous avons utilisé la statistique des accises. Dans le second cas, celui de la culture des betteraves sucrières, si le poids des racines produites pouvait être estimé, il n'en allait pas de même de leur teneur en sucre. Aussi avons-nous préféré utiliser la statistique de la production des fabriques de sucre, considérant qu'elle constituait un meilleur indicateur de la production agricole réelle.

La production animale a été estimée suivant deux méthodes distinctes. Pour les porcs et les moutons, espèces à taux de reproduction assez élevé, nous avons supposé que les valeurs produites étaient strictement proportionnelles aux effectifs vivants. Les données annuelles ont été obtenues par simple interpolation entre les chiffres des recensements. En ce qui concerne les bovins et les chevaux, nous avons utilisé comme indicateur de la production le nombre de naissances annuelles. Ces naissances ont elles-mêmes été calculées à partir d'un modèle déjà utilisé lorsqu'il s'est agi d'estimer la production des tanneries, au cours d'un précédent travail (14).

Ce modèle repose sur trois hypothèses fondamentales :

- a) le taux de natalité est réputé constant tout au long de la période (ce taux est estimé à partir des données fournies par les recensements de l'agriculture de 1905 à 1913);
- b) on suppose que les importations nettes d'animaux vivants sont destinées à accroître le cheptel à raison de 75% pour les chevaux et

(14) J. GADISSEUR, *La production industrielle au XIXe siècle en Belgique. Construction de l'indice, Histoire économique de la Belgique, Traitement des sources et état des questions*, Actes du Colloque de Bruxelles, 17-19 novembre 1971.

de 50% pour les bovins;

c) le taux d'accroissement naturel du cheptel est réputé constant tout au long de la période qui sépare deux recensements successifs.

Moyennant ces restrictions, il a été possible de calculer des séries qui permettent de tenir compte du mouvement des animaux aux frontières et qui représentent par conséquent une approximation meilleure qu'une interpolation linéaire pure et simple.

Au terme de cette phase d'estimation, nous nous trouvions donc en présence de quinze séries que nous pouvions considérer comme représentatives ou indicatives des productions que nous avons décidé de retenir. Restait à agréger ces séries de façon à former des indices de groupe d'abord, un indice global ensuite. A cette fin, fidèle à notre politique de simplification, nous avons considéré que les valeurs ajoutées contenues dans chaque unité de produit étaient entre elles comme les prix de ces unités sur le marché. Dans la mesure où cette hypothèse est vraie, et pour autant que le rapport $\frac{\text{valeur ajoutée}}{\text{prix du marché}}$ reste constant au cours de la période étudiée, il est également vrai que la somme des valeurs à prix constants obtenue en multipliant les quantités par le prix moyen de 1875 à 1885, est un indicateur fidèle de l'évolution des valeurs ajoutées à prix constants. Le tableau 1 reprend ces prix moyens pour les différents produits.

Si la méthode, très simple dans son principe, s'appliquait sans problème dans le cas des céréales, nous avons cependant dû lui apporter certains aménagements dans le cas du sucre et dans celui des productions animales. Pour le sucre, nous avons considéré que l'agriculture intervenait pour moitié dans la valeur du sucre brut - soit 0,52 fr. le kilog. -, et nous avons utilisé pour valoriser cette production un "prix" égal à 0,26 fr. par kilog. En ce qui concerne l'élevage, à partir des prix du tableau I et au terme d'une démarche fort hésitante, nous avons fixé les valeurs suivantes :

Bovins : 300 francs par veau
Chevaux : 400 francs par poulain
Porcs : 100 francs par animal
Moutons : 30 francs par animal

Ces valeurs pourront paraître élevées, mais il ne faut pas perdre de vue qu'elles recouvrent à la fois la production animale au sens strict et les productions fourragères qui ont permis cette production animale.

Finalement, nous avons pu construire trois indices de groupe - céréales, plantes industrielles et élevage - et un indice global. Ces

indices sont repris respectivement par les tableaux II, III, IV et V et par les figures 1 à 4.

Figure 1. — Production de céréales (Indice 1880 = 100)

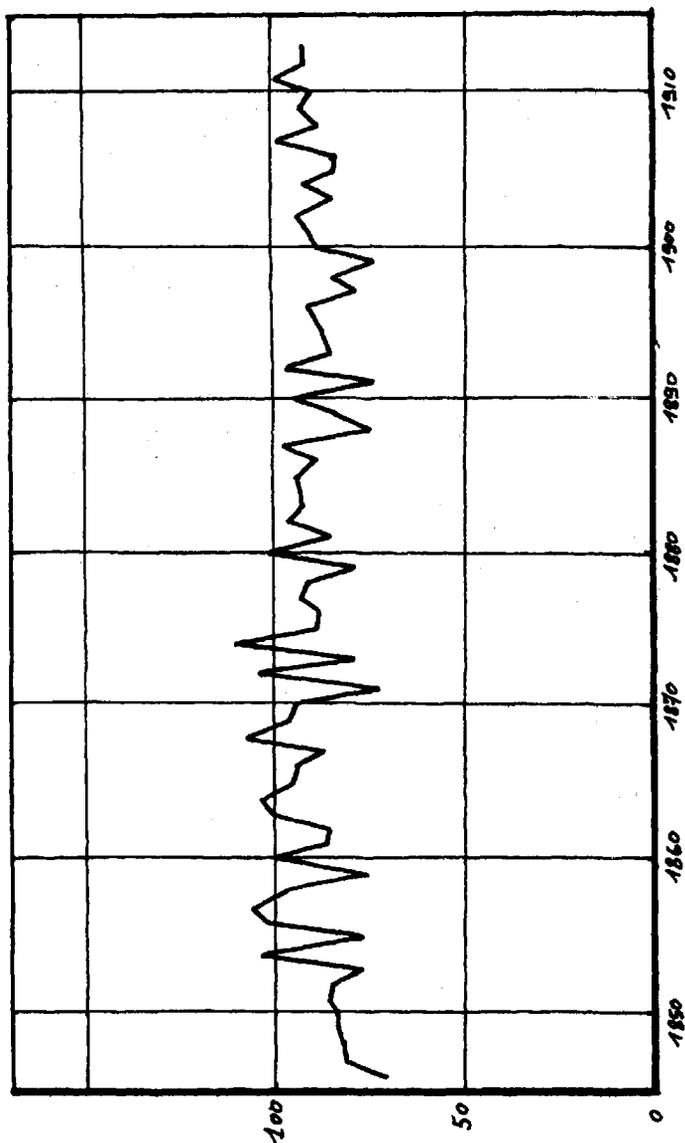


Figure 2. — Production de plantes industrielles (Indice 1880 = 100)

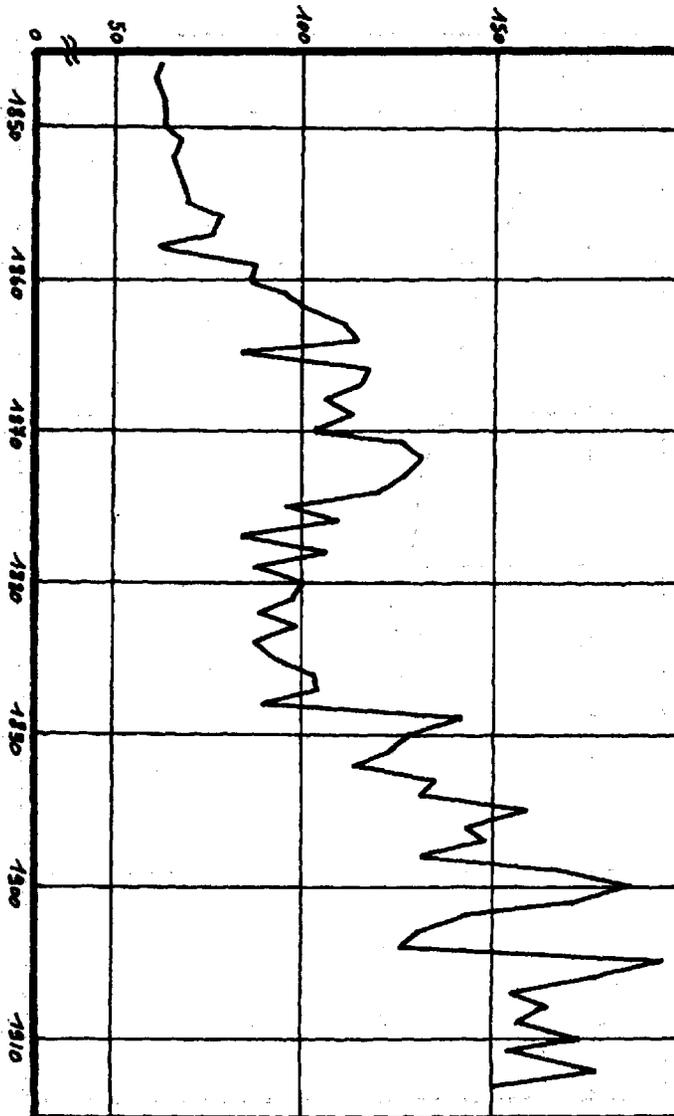


Figure 3. — Productions animales (Indice 1880 = 100)

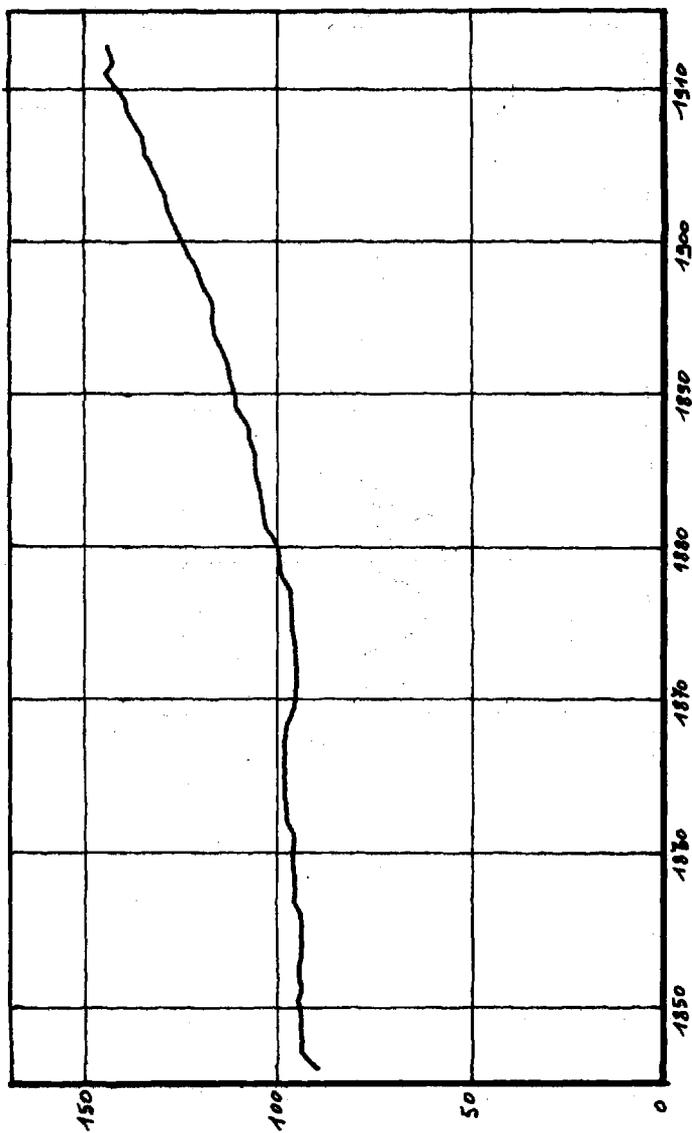
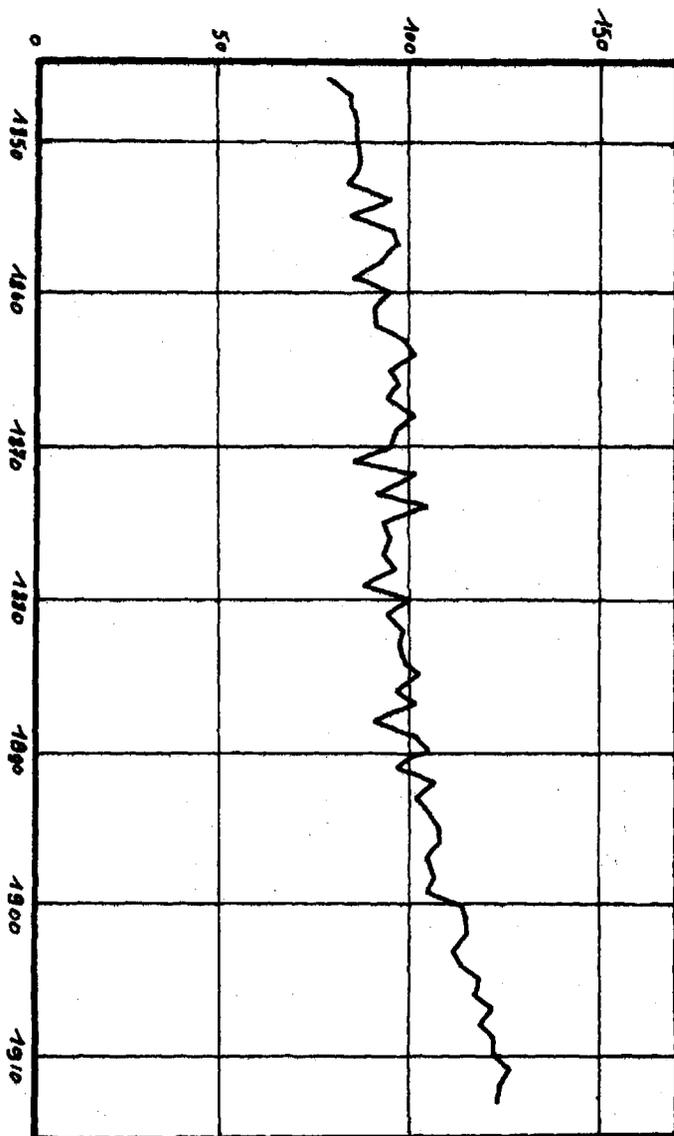


Figure 4. — Production globale (Indice 1880 = 100)



Comme on a pu s'en rendre compte à la lecture des pages qui précèdent, l'indice établi finalement repose dans une très large mesure sur l'adoption d'hypothèses restrictives ou d'un procédé parfois aussi discutable que l'interpolation linéaire. Pour faire image, il s'agit moins d'une route que d'un pont jeté sur un précipice d'ignorance, et reposant sur les fragiles piliers que sont les recensements. Encore ce pont n'est-il qu'une construction hâtive et techniquement suspecte (15).

Pourtant, si ces procédés d'estimation sont extrêmement rudimentaires, et si les résultats obtenus doivent être envisagés avec une extrême prudence, il convient de remarquer que le caractère interdépendant des productions, ainsi que la multiplicité des contraintes naturelles rendent admissibles, dans le cas de l'agriculture, des méthodes d'estimation qui seraient inacceptables dans le cas de l'industrie par exemple. En effet, les progrès agricoles sont lents, les modifications apportées à la répartition des productions sont, en courte période, limitées. Le grand nombre d'exploitations, le caractère statique des mentalités, et jusqu'à la diversification des paysages ruraux contribuent encore à exclure la possibilité de modification brutale du niveau ou de la nature des productions. Ces quelques observations montrent que les estimations proposées, malgré leur caractère parfois divinatoire, peuvent, à défaut d'être exactes, représenter assez fidèlement une réalité qui autrement continuerait de nous échapper.

2. Les résultats

Malgré leur caractère annuel, les indices proposés ne peuvent être considérés comme ayant une signification égale quelle que soit l'horizon de l'étude projetée. Les variations annuelles qu'on y trouve sont le reflet de l'évolution du rendement des cultures et des variations survenues dans le commerce extérieur des animaux vivants (bovins et chevalins). Les seules séries de production vraiment annuelles utilisées sont celles relatives au tabac et au sucre (16).

(15) Certains "prélecteurs" nous ont reproché de dévaloriser à l'excès notre travail. Il se peut que ce soit le cas, mais la chose n'a aucune importance. L'essentiel est que l'on ne prenne pas nos estimations pour paroles d'évangile mais comme des indications provisoires que des travaux ultérieurs devront corriger ou confirmer.

(16) Encore convient-il de ne considérer cette dernière qu'avec un certain scepticisme étant donné l'imprécision des taux de rendement en sucre des racines dont l'administration se servait pour fixer les bases d'imposition.

Puisque les variations de rendement exerçaient sur le produit une influence prépondérante à court terme, l'indice paraît, assez paradoxalement, mieux représenter l'évolution de courte période (quelques années) que celle, plus fondamentale, qui se manifesta dès le moyen terme par les modifications survenues dans l'étendue et la répartition des cultures. Ce défaut disparaît cependant lorsque la période d'analyse dépasse les intervalles situés entre les recensements. On peut alors considérer que les chiffres élaborés donnent une idée assez nette du développement de l'agriculture belge.

Or, ce développement, comment apparaît-il ?

On ne peut qu'être frappé par la lenteur de la croissance du produit global. D'un bout à l'autre de la période, le taux géométrique annuel moyen d'accroissement n'est que de 0,59% (17). Rappelons que, dans le même temps, le produit physique de l'industrie augmentait au taux de 3,1% par an, et que la population s'accroissait à raison de 0,875% par an. Ce dernier chiffre suffit à caractériser la lenteur du développement agricole, puisqu'on peut en déduire une légère décroissance du produit agricole moyen par tête.

Afin de décrire plus commodément le processus, nous avons distingué trois périodes pendant lesquelles l'indice du produit global nous paraît avoir eu un comportement caractéristique. Les deux dates intermédiaires ont été choisies à la suite d'une simple inspection visuelle du graphique. Dans le but d'éviter que l'influence d'une bonne ou d'une mauvaise récolte ne fausse nos calculs, ceux-ci ont été effectués à partir de moyennes centrées de 7 ans.

Taux de croissance
(taux géométriques annuels moyens)

	1849-1867 %	1867-1888 %	1888-1910 %	1849-1910 %
Céréales	+ 1,55	- 0,95	+ 0,375	+ 0,24
Plantes industrielles	+ 2,93	+ 0,25	+ 1,72	+ 1,53
Elevage	+ 0,2	+ 0,6	+ 1,15	+ 0,68
Produit global	+ 1,0	- 0,12	+ 0,92	+ 0,59

(17) Pour la France, le taux moyen de croissance du produit agricole final aurait, selon J.C. Toutain, été de 0,91% entre 1815-24 et 1905-14. Malgré que les méthodes de cet auteur soient assez peu semblables aux nôtres, on peut considérer la différence de taux comme significative. (J.C. TOUTAIN, "Le produit de l'agriculture française de 1700 à 1958 - La croissance", *Cahiers de l'Institut de sciences économiques appliquées*, série AF, no. 2, juillet 1961, p. 138.

Importance relative des groupes dans le produit global

Groupes	1849 %	1867 %	1888 %	1910 %
Céréales	42,0	46,1	38,4	34,0
Plantes industrielles	6,5	9,2	9,7	11,5
Elevage	51,5	44,7	51,9	54,5
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Il ressort des tableaux qui précèdent que de 1846 à 1867 la croissance du produit global fut assez rapide, avec un taux de 1%. Cette première période fut caractérisée par l'extension des cultures de céréales et de plantes industrielles. L'élevage demeura stationnaire, avec un taux de croissance très bas de 0,2% par an. Sa part relative dans l'ensemble diminua cependant assez vite, puisqu'elle est passée de 51,5% en 1849 à 44,7% en 1867.

Au sortir de cette période relativement faste, l'agriculture belge allait connaître pendant les deux décennies suivantes une phase de stagnation, voire même de régression, puisque de 1867 à 1888, on enregistre un taux de décroissance de 0,125% par an. Il semble bien au surplus que cette longue crise, qui correspond approximativement - mais il faudra analyser la chose plus finement - à la phase B du Kontratoeff, eut un caractère généralisé, bien que son ampleur et sa durée aient été assez faibles dans le cas de l'élevage.

En 1888, la part des céréales était tombée à 38,4%, soit assez bien en-dessous de son niveau de 1849. Cette décroissance relative allait se poursuivre pendant le quart de siècle suivant, principalement au profit de l'élevage, qui, avec un taux de 1,15% allait imprimer à l'ensemble du produit une croissance moyenne de 0,92% par an.

Si l'on considère maintenant l'ensemble de la période, on constate que la croissance la plus rapide fut celle des plantes industrielles et que l'augmentation la plus forte en valeurs absolues fut celle des productions animales. Quant à la production de céréales, elle n'augmenta que fort peu avec un taux moyen de 0,24%.

Au terme de ce bref examen, nous retiendrons trois faits principaux.

En premier lieu, l'augmentation du produit agricole fut fort lente et fut en tous cas plus lente que celle du chiffre de la

population. Même si les niveaux de vie étaient restés constants, et ce ne fut pas le cas, la Belgique aurait dû recourir de plus en plus à l'importation de denrées pour assurer la subsistance de ses habitants. En fait, les statistiques des échanges internationaux montrent que la situation de léger déficit du début de la période s'est aggravée d'autant plus rapidement que le développement industriel, en élevant les niveaux de vie, entraînait une demande sans cesse croissante de produits de luxe, à rendement moins élevé (viande, pain blanc, légumes, beurre, etc.) (18). En second lieu, on remarquera que l'augmentation de la production de céréales pendant les vingt premières années résulta plus d'un accroissement des superficies emblavées que d'un accroissement des rendements. Il s'agirait donc d'un ultime prolongement de la phase extensive du développement agricole de la Belgique. Par contre, dès 1867, l'essentiel de la croissance se traduisit par une augmentation de l'élevage, ce qui peut être considéré comme typique d'une intensification de l'activité agricole.

Enfin, la croissance très vive manifestée par le groupe des cultures industrielles est révélateur du rôle dominant joué par le secteur industriel, et notamment par la grande industrie : ne voit-on pas la culture des graines oléagineuses, dont la conversion en huile avait lieu dans des moulins à caractère artisanal, être supplantée par la culture de la betterave sucrière, traitée dans des fabriques à caractère industriel ? Sans doute existe-t-il un certain nombre de raisons immédiates, d'ordre économique ou technique qui expliquent ce mouvement. Mais nous aimons à y voir à la fois un symptôme et un symbole du mouvement d'industrialisation.

*

* *

III. LE PRODUIT AGRICOLE ET LES FACTEURS DE PRODUCTION

1. La production rapportée à l'étendue

Le produit agricole moyen de 1910 présente par rapport à celui

(18) Pour la période 1840-50, l'excédent des importations sur les exportations de produits alimentaires était en moyenne de 70,5 millions de francs. En 1903-1913, ce chiffre s'établissait à 697 millions de francs, soit près du décuple. Calculé d'après les chiffres de : D. DEGREVE, *Le commerce extérieur de la Belgique 1835-1913*, 3 vol., Namur, 1970 (stencilé).

de 1849 un accroissement de 43% (19).

On peut considérer que cette croissance résulte de l'action exercée par trois causes - ou catégories de causes - principales, dont les effets se conjuguent :

- la variation de l'étendue cultivée, qui témoigne du progrès d'extension;
- l'accroissement des rendements spécifiques à l'hectare, résultant de l'amélioration des techniques de culture;
- enfin, les progrès réalisés dans la valorisation des produits ou par l'intensification des activités, soit que la jachère ait été réduite, soit que la répartition des cultures se soit modifiée en faveur de plantes à rendement spécifique plus élevé, ou encore que l'extension de l'élevage ait permis de produire une valeur ajoutée globale plus grande par unité de sol.

Il n'est guère difficile de chiffrer la part prise dans la croissance par la première cause citée, c'est-à-dire la variation de l'étendue cultivée. De 1849 à 1910, la superficie des cultures augmenta de 7,5% (20). Si on rapporte la valeur de la production à prix constants à l'étendue, on constate que le produit agricole global par hectare était de 303 francs en 1849 et de 404 francs en 1910, soit une augmentation de 33%.

La détermination de la part de l'accroissement des rendements à l'hectare dans l'augmentation du produit se révèle plus malaisée, puisqu'il nous faut dans ce but disposer d'un indice représentatif de l'évolution des rendements physiques à l'hectare. Si l'on se rapporte à G. Bublot, on trouve que le rendement moyen pour l'ensemble des produits du sol aurait augmenté, de 1846 à 1910, d'environ 43% (21). Il semble cependant que ce chiffre surestime dans une assez large mesure la réalité. En effet, les seules plantes fourragères reprises dans cet indice global des rendements à l'hectare sont les pommes de terre et les légumineuses. En fait, selon les chiffres publiés par le même auteur (22) le rendement des fourrages herbacés n'aurait pratiquement pas augmenté jusqu'en 1890, et n'aurait progressé que d'environ 3% de 1890 à 1910. En tenant compte du fait que les prairies et les vergers occupaient - en moyenne sur l'ensemble de la période - environ le quart des terres consacrées à la culture, il semble que l'on doive réduire le progrès moyen des

(19) Les comparaisons sont établies entre des moyennes centrées de 7 ans.

(20) L'étendue pour 1849 a été calculée par interpolation des chiffres du tableau de la page 5.

(21) G. BUBLOT, *op.cit.*, pp. 401-2.

(22) *Ibid.*, p. 82.

rendements à environ 30%.

Enfin, on pourra considérer que la croissance non "expliquée" soit par l'augmentation des superficies, soit par l'amélioration des rendements, résulte du "progrès de valorisation" ou de l'intensification des activités. Cette mesure par le résidu présente évidemment l'inconvénient de reporter sur la part attribuée à la dernière catégorie de causes l'ensemble des erreurs commises, d'abord dans l'estimation du niveau de la croissance globale, au cours des deux premières étapes de la décomposition ensuite. On ne pourra donc attribuer aux résultats de ce dernier calcul qu'une valeur indicative.

Malgré cette importante restriction, il se dégage de l'application du procédé une constatation assez étonnante. En effet, il apparaît que le progrès de "valorisation" ou résultant d'une intensification des activités agricoles aurait été assez réduit sur l'ensemble de la période (seulement 2%), et cela malgré que la jachère ait pu être presque entièrement supprimée par l'emploi des engrais. Sans doute, l'élevage augmenta assez considérablement, mais il fallut pour cela sacrifier une partie des terres à céréales et les consacrer à la culture de plantes fourragères, voire même les convertir en prairies. Selon l'échelle de pondération que nous avons adoptée, et qui correspond plus ou moins aux rapports des prix en 1880, il s'agirait là d'une réaffectation qui n'augmenterait pas le produit global. En d'autres termes, si on avait limité l'élevage à ce que l'étendue consacrée à la culture des fourrages en 1846 pouvait produire, la croissance du produit agricole, estimée comme nous l'avons fait, n'en aurait guère été affectée. On ne peut même exclure la possibilité selon laquelle les progrès particulièrement importants réalisés dans le rendement des céréales ainsi que la disparition des jachères auraient pu conduire à une augmentation plus grande du produit physique global.

Ce phénomène assez singulier peut s'expliquer par le caractère de notre indice d'abord, par la situation particulière de l'emploi en agriculture ensuite. En effet, au contraire des revenus du cultivateur, notre indice est évidemment insensible à l'évolution des prix. Or, les indices de prix établis par Peeters (23) montrent que la baisse qui survint de 1881 à 1896 affecta plus profondément les prix des produits du sol que ceux des produits de l'élevage. Calculée entre des moyennes centrées de 5 années, la réduction des prix qui s'opéra pendant cette période fut de 35% pour les produits des cultures, et seulement de 21% pour les produits de l'élevage. Il en résulta pour l'exploitant une incitation fort nette à accroître l'élevage au

(23) PEETERS, "Les prix et les rendements de l'agriculture belge de 1791 à 1935", *Bulletin de l'Institut des sciences économiques*, mai 1936, p. 364.

détriment des cultures de céréales, voire même de plantes industrielles, de façon à maintenir, sinon un profit, au moins un revenu maximum. D'autre part, comme nous le verrons, cette augmentation de l'élevage contribua à économiser la main-d'oeuvre en rétablissant l'équilibre saisonnier de l'emploi, que l'utilisation des machines à battre le grain avait compromis.

2. La production par unité de travail

Il nous reste à envisager l'évolution du rendement moyen de la main-d'oeuvre agricole, ou plus simplement, de la production par unité de travail. Il nous faut dans ce but connaître l'importance des effectifs occupés par l'agriculture aux différentes époques. Deux sources sont disponibles, malheureusement assez contradictoires. D'une part, les *Recensements de la population* fournissent la répartition de la population sous le rapport des professions exercées, ainsi qu'une estimation du chiffre de la population agricole pour 1846 et pour 1910. D'autre part, les *Recensements de l'agriculture* de 1866, 1880 et 1895 donnent une estimation du chiffre de la population agricole active.

La répartition des habitants sous le rapport de leur état ou profession, fournie par les recensements de la population, est établie d'après les déclarations des intéressés. Or, il existe souvent d'assez grandes différences entre les métiers ou les professions déclarées et l'emploi effectif des individus. En outre, ces recensements, à l'exception de celui de 1910, ne mentionnent pas les aidants, c'est-à-dire les personnes qui, habitant le plus souvent sous le toit de l'agriculteur ou faisant partie de sa famille, lui apportent une aide habituelle. Enfin, il existait un grand nombre d'exploitations de petite étendue, inférieure à 3 ou 4 hectares, qui étaient tenues soit par la ménagère, soit par des ouvriers d'usine ou des artisans. Ces personnes ne sont bien entendu pas reprises sous la rubrique "agriculture" par le recensement des professions.

**Professions agricoles d'après les recensements
de la population**

Années	Emplois agricoles	Population totale
1846	1.075.031	4.337.196
1856	1.055.060	4.529.461
1866	973.698	4.827.833
1880	807.464	5.520.009
1890	649.252	6.069.321
1900	697.372	6.693.548
1910	615.817	7.423.784

Ces chiffres montrent une décroissance extrêmement rapide, puisque les professions agricoles ne groupent plus en 1910 qu'un effectif inférieur à la moitié de celui de 1846.

Rapportée à ces chiffres, la production agricole globale s'établit pour 1846 à 500 francs par travailleur. Pour 1910, le rapport est de 1.478 francs, soit près du triple.

Il s'agit sans doute là d'une limite supérieure. En effet, les omissions de la statistique paraissent avoir été plus importantes à la fin de la période qu'au début. Ainsi, en 1846, on comptait 442.869 exploitations de moins de 3 ha d'étendue totalisant une superficie de 371.000 hectares. En 1895 (24), ces nombres étaient respectivement de 682.929 et de 496.000, soit une augmentation de 240.000 exploitations et de 125.000 hectares. Si nous supposons qu'une étendue de trois hectares et les animaux domestiques qui y correspondent suffisent à occuper une personne à temps plein, nous trouvons que, en 1846, environ 120.000 emplois eurent toutes les chances d'échapper au recensement, tandis que vers la fin de la période, ce nombre était de 165.000.

Une correction hâtive consisterait donc à établir les effectifs occupés en 1846 et 1910 à respectivement 1.200.000 et 682.000 personnes, soit pour la fin de la période une diminution de 42% au lieu de 52%. Or, cette correction doit être considérée comme minimale, car si l'on compare les chiffres de la population agricole totale (25), on trouve que celle-ci passe de 2.220.714 en 1846 à 1.551.950 en 1910, soit une diminution de seulement 30%.

Si l'on se réfère aux recensements généraux de 1846, 1880 et

(24) Ce relevé n'a pas été fait à l'occasion du recensement de 1910.

(25) C'est-à-dire l'ensemble des personnes qui dépendent d'un chef de famille exerçant une profession agricole.

1895, on trouve pour la population agricole active les chiffres suivants :

	1846	1880	1895
Membres de la famille occupé habituellement aux travaux agricoles (26)	906.575	982.124	1.015.799
Domestiques à gage et ouvriers journaliers permanents	177.026	217.195	187.106
Total	1.083.601	1.199.319	1.202.905

Ces chiffres sont assez étonnants, puisqu'ils montrent que la population agricole active, loin de décroître aurait, au contraire, augmenté pendant les deux premiers tiers de la période étudiée. Même si, de 1895 à 1910, une diminution s'est produite, on ne peut sur base de ces renseignements s'attendre à ce qu'elle ait ramené les effectifs agricoles bien en-dessous de ce qu'ils étaient en 1846.

Il semble que ces données, à l'inverse de celles fournies par les recensements de la population sous-estiment l'importance du chiffre de 1846 et surestiment au contraire ceux des époques ultérieures. Il est en effet probable que pour le début de la période, l'estimation de 177.000 travailleurs à gages soit assez considérablement inférieure à la réalité, seuls les ouvriers *permanents* étant repris. On peut raisonnablement supposer qu'alors le nombre d'ouvriers journaliers itinérants était encore fort élevé, étant donné le faible niveau d'industrialisation.

En ce qui concerne 1880 et 1895, la méthode utilisée pour fixer le nombre des membres de la famille occupés habituellement aux travaux agricoles doit avoir assez considérablement exagéré les effectifs de cette rubrique. En effet, on s'est contenté de reprendre tous les membres de la famille âgés de plus de 12 ans. L'évolution démographique, en gonflant les couches les plus jeunes et les plus vieilles de la population, les progrès de la scolarité, le développement des transports qui autorisait le jeune homme ou la jeune fille à se rendre quotidiennement à la ville proche pour y occuper un emploi

(26) C'est-à-dire les membres de la famille âgés de plus de 12 ans.

permanent ou occasionnel - mais en tous cas non agricole - sont autant d'éléments qui ont sans doute contribué à restreindre assez largement la masse des services que ces effectifs théoriquement actifs étaient susceptibles de rendre au sein des exploitations.

Que conclure ? Trois catégories de renseignements nous offrent deux solutions extrêmes et une solution intermédiaire. D'abord, on peut croire à une diminution de la main-d'oeuvre agricole de 52% (chiffre non corrigé) ou de 42% (chiffre corrigé), en fondant l'estimation sur la répartition des habitants sous le rapport de leur profession. Dans ce cas, la production moyenne par unité de travail aurait été multipliée par un coefficient de l'ordre de 2,6 à 3. D'après les recensements généraux ensuite, on pourrait considérer que la main-d'oeuvre agricole est restée à peu près constante de 1846 à 1895, et peut-être qu'elle a légèrement diminué en 1910. Dans ce cas, le progrès de la production par unité de travail ne serait que d'environ 50% sur l'ensemble de la période.

Enfin, en comparant entre 1846 et 1910 les chiffres de la population agricole globale, et en supposant que cette population globale soit un bon indicateur de la population active, on pourrait en déduire un progrès de productivité de l'ordre de 100%, ce qui constitue, en dehors de meilleurs éléments d'appréciation, l'hypothèse que nous pouvons retenir pour la plus vraisemblable.

*
* *

IV. LES FAITS ET LES STRUCTURES

Nous avons vu dans les pages qui précèdent que le milieu de la période vit se produire une crise assez prolongée qui, de 1870 à 1885, entraîna une légère diminution du produit. Or, si l'on examine la courbe du prix des produits agricoles (27), on constate que les prix paraissent constamment croissants de 1846 à 1880, qu'ils décroissent ensuite assez rapidement jusqu'en 1895, puis augmentent de nouveau jusqu'à la veille de la première guerre mondiale. Ce schéma ne correspond guère à celui de l'évolution du produit agricole (à prix constants, rappelons-le), qui anticipe le mouvement des prix

(27) M. PEETERS, "Les prix et les rendements de l'agriculture belge de 1791 à 1935", *Bulletin de l'Institut de sciences économiques*, Louvain, mai 1936, pp. 343-366.

d'environ dix ans. La constatation est troublante, car elle suggère que la crise fut initialement commandée par autre chose que la situation sur le marché des produits. Cette impression se renforce si l'on garde à l'esprit que la croissance enregistrée pendant la première période (1846-1867) eut un caractère extensif, tandis que celle de la troisième période eut un caractère intensif. Faudrait-il en conclure que la période de stagnation intermédiaire fut - au même titre qu'un processus conjoncturel - une phase de gestation au cours de laquelle s'effectua une mutation des structures ?

Les recensements de l'agriculture de 1846, 1866, 1880 et 1895 (28) donnent une répartition des exploitations agricoles suivant l'étendue cultivée.

Ces renseignements nous ont permis de tracer la figure no. 5 où l'on voit les courbes cumulées de l'étendue cultivée par les exploitations des différentes classes.

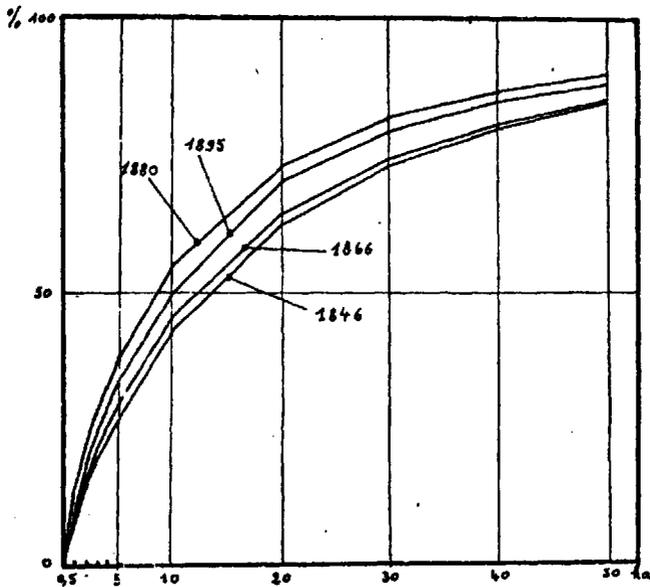


Figure 5. — Répartition du domaine agricole suivant la taille des exploitations
(Ordonnées : % du domaine agricole - Abscisses : classes d'exploitations)

(28) Malheureusement les données font défaut pour 1910.

Si la répartition ne semble guère avoir varié de 1846 à 1866, l'écart devient par contre assez grand entre 1866 et 1880. Le mouvement consiste en une notable augmentation du nombre des petites exploitations. On constate ainsi que la moitié du territoire agricole se trouve divisé entre des exploitations dont l'étendue ne dépasse pas 14 hectares en 1846, 12,5 hectares en 1866 et 8,5 hectares en 1880. Le processus s'infléchit après cette date et on trouve pour 1895 une répartition intermédiaire entre celle de 1866 et de 1880, avec la moitié du domaine agricole occupé par des exploitations de moins de dix hectares.

Ce mouvement de déconcentration des exploitations agricoles semble avoir été le résultat immédiat de la croissance industrielle et du développement des chemins de fer. En effet, dès 1865 se produisit une pénurie de main-d'oeuvre qui provoqua bientôt dans les campagnes une situation alarmante. Pour l'année 1868, on trouve dans le *Bulletin du Conseil supérieur d'agriculture* un rapport de la Commission d'agriculture du Brabant sur la situation de la main-d'oeuvre agricole dans cette province. Ce rapport fait état d'une raréfaction croissante de la main-d'oeuvre dans huit districts agricoles sur seize. Dans les autres districts, on constate que les salaires et les gages ont augmenté considérablement, mais la situation des fermiers n'y est pas jugée critique. Un nouveau rapport, établi en 1873, signale que la main-d'oeuvre fait défaut dans tous les districts et que le prix de la journée de travail a plus que doublé en moins de cinq ans (29).

Cette circonstance obligea de nombreux fermiers à résilier leurs baux. On en vit qui, faute de personnel féminin, durent renoncer à l'élevage du bétail. Dans de nombreuses fermes, les attelages furent confiés à des enfants de douze à quatorze ans. Devant l'impossibilité où ils se trouvaient d'affermier leurs terres, certains propriétaires se résignèrent à boiser les champs, d'autres vendirent ou divisèrent les domaines, et l'on vit se multiplier les petites exploitations familiales qui pouvaient se dispenser de recourir à une main-d'oeuvre extérieure. La mutation paraît avoir été assez rapide. Elle brisa en tous cas l'élan du progrès qui s'était manifesté jusqu'alors. En effet, la réduction de la taille moyenne des exploitations eut pour résultat la perte inévitable d'importantes économies d'échelle et un certain recul des techniques culturelles.

Il eut fallu, pour sauver l'agriculture de cette crise, que le capital vînt se substituer à la main-d'oeuvre et que le progrès technique

(29) *Bulletin du Conseil supérieur d'agriculture*, 1870, pp. 192-198 et 1874, pp. 236 à 245.

rendit possible à la fois des économies de facteurs et l'augmentation des rendements. Or, l'extrême division des exploitations et le peu de rentabilité de l'investissement agricole, comparé aux possibilités offertes par l'industrie, empêchèrent l'un et l'autre remède. Le capital déserta l'agriculture comme l'avait fait la main-d'oeuvre et le petit agriculteur ne put, aussi bien à cause de la petitesse de son exploitation que par manque de formation ou d'information, profiter du progrès potentiel que la toute jeune science agronomique venait de créer.

La mécanisation des travaux agricoles eut cependant lieu, mais d'une façon fort inégale. La première machine qui permit de réaliser d'importantes économies de main-d'oeuvre fut la machine à battre le grain. Or, assez paradoxalement, sa diffusion (30), loin de porter remède à la pénurie de main-d'oeuvre, aggrava au contraire le mal. Jusqu'à son apparition, le domestique ou l'ouvrier agricole passait une notable partie de l'hiver à battre le grain au fléau et à le vannier. Il pouvait ainsi, en une journée de travail, battre environ un hectolitre ou un hectolitre et demi de grain, c'est-à-dire que la récolte d'un hectare suffisait à l'occuper pendant près d'un mois. La machine à battre, surtout celle mue par la vapeur (31), vint bouleverser l'équilibre des travaux, car elle permettait d'effectuer en quelques semaines ou en quelques jours, suivant le type de machine, l'ouvrage de toute une saison. Privé de travail pendant l'hiver, l'ouvrier émigra donc vers la ville où l'industrie lui offrait un emploi plus stable, et il devint de moins en moins disponible pour les travaux de printemps et d'été.

Trois éléments contribuèrent à rétablir l'équilibre rompu. D'abord, l'emploi des semoirs et surtout des moissonneuses rendit possible une notable réduction des besoins de main-d'oeuvre pendant la belle saison. Mais la mécanisation fut assez tardive, comme le montrent les chiffres suivants.

(30) G. BUBLLOT situe cette diffusion entre 1856 et 1866, et suppose que ses effets sur le mouvement de la main-d'oeuvre se limitent à cette période (*op.cit.*, p. 53).

Nous savons cependant, d'après l'*Exposé de la situation du Royaume 1851-1860* (p. 46), que le nombre de batteuses mécaniques était de 550 en 1856 et d'environ 750 en 1860. Les statistiques des mines nous apprennent en outre qu'en 1866, 19 machines seulement étaient actionnées par la vapeur. En 1870, il y en avait 114 et 222 en 1875. Il semble donc que la mécanisation du battage ne puisse avoir exercé d'influence sensible avant 1870.

(31) On peut supposer que les batteuses à vapeur firent d'abord leur apparition dans les exploitations de grande étendue qui, une fois leur grain battu, les louaient aux fermes voisines. Mais il est probable que la plus grande diffusion fut le fait d'entrepreneurs spécialisés dans le battage "à façon".

Machines utilisées dans l'agriculture (32)

	1880	1895	1910
Batteuses	6.930	10.197	20.484
Semoirs à cheval	1.835	5.528	12.166
Moissonneuses	1.015	1.112	6.615
Machines à faucher l'herbe	422	703	12.640
Faneuses	296	700	4.754

Ensuite, l'extension de la culture de la betterave sucrière, qui entraînait de la part des fabriques une importante demande de main-d'oeuvre pendant les mois d'octobre à février, eut aussi pour avantage de fournir aux ouvriers restés dans l'agriculture du travail avant et après la moisson d'été, soit pour le sarclage des plantes ou l'arrachage des racines.

Enfin, le développement du cheptel - donc des soins à lui donner - et notamment du cheptel bovin, mis en pâture pendant la belle saison et entretenu à l'étable au moyen des pulpes de betteraves, de tourteaux et du produit des cultures fourragères pendant l'hiver, allait encore contribuer à atténuer le caractère saisonnier de l'emploi en agriculture.

De nouveau, ces deux derniers éléments ne jouèrent qu'assez tardivement. En 1880, la culture de la betterave sucrière n'occupait que 32.000 hectares. Elle atteignit un maximum en 1900 avec 63.000 hectares. Quant à l'élevage, ce n'est qu'à la fin du siècle que le cheptel connut une croissance assez rapide, comme il ressort des chiffres suivants.

(32) D'après les *Recensements de l'agriculture*. Aucun relevé de ce type n'a été fait avant 1880.

Nous reviendrons plus tard sur la portée de ces chiffres et sur l'évolution qu'ils révèlent.

Importance du cheptel bovin (33)

Années	Nombres de têtes
1846	1.203.891
1856	1.257.649
1866	1.242.445
1880	1.382.815
1895	1.420.978
1905	1.779.678
1910	1.879.756

L'accroissement de la production industrielle fut donc à la fois nuisible et bénéfique au développement agricole. Le mal vint de la raréfaction de la main-d'oeuvre. Le remède fut la livraison de machines et d'engrais, ainsi que l'augmentation des niveaux de vie qui, entraînant un accroissement de la demande de denrées de luxe, permit d'intensifier l'élevage.

Le drame de l'agriculture fut que le mal fut immédiat, tandis que les remèdes n'intervinrent qu'assez tard et furent lents à agir, parce que l'industrie détournait les capitaux d'un investissement agricole, et aussi parce que la crise déclenchée par la raréfaction de la main-d'oeuvre provoqua une réaction particulière des structures qui, en réduisant la taille des exploitations, rendit plus difficile la réalisation d'un progrès technologique pourtant déjà possible.

*
* *

V. LA PART DE L'AGRICULTURE DANS LA FORMATION DU PRODUIT PHYSIQUE

L'originalité du recensement général de 1880 réside surtout dans la tentative qui fut faite d'estimer la valeur du produit industriel et du produit agricole. C'est ainsi que l'on trouve deux chiffres qui, à défaut de pouvoir être utilisés directement, fournissent néanmoins une précieuse indication.

(33) D'après les *Recensements de l'agriculture*.

Les industries recensées (34) auraient produit une valeur globale de 2.175 millions de francs. Ce chiffre contient de nombreux doubles emplois, puisqu'on s'est contenté pour l'obtenir de faire la somme des valeurs produites par chaque entreprise. On aura une idée de l'exagération qui résulte de cette méthode en comparant ces 2.175 millions de francs au nombre des ouvriers qui ont contribué à les produire, soit 428.755. On trouve par ouvrier une production moyenne valant plus de 4.000 francs. Or, le recensement des salaires montre que le salaire quotidien le plus fréquent se situait entre 1 et 2 francs, soit entre 300 et 600 francs par an. En estimant à environ 2/3 la part de la valeur ajoutée revenant au travail, on peut considérer que la valeur ajoutée par ouvrier et par an était de moins de 1.000 francs et, par conséquent, que la valeur créée par l'industrie était inférieure au quart de la valeur globale des produits. On ne devrait pas être loin de la vérité en estimant à environ 650 millions de francs la valeur ajoutée totale créée par l'ensemble du secteur industriel en 1880, compte tenu des omissions du recensement.

Quant au chiffre proposé pour la valeur de la production agricole, il est de 1.651 millions de francs (valeur moyenne pour la décennie 1871-1880). Ce chiffre constitue en fait une estimation fondée sur une méthode fort semblable à celle que nous avons utilisée. En ce qui concerne les productions végétales, on a multiplié les superficies recensées par les rendements moyens de 1871 à 1880, puis par les prix moyens observés pendant la même période. Pour la production animale, la méthode a consisté à évaluer la production à 10% de la valeur du cheptel, puis à y ajouter la valeur estimée des productions courantes : veaux, poulains, lait, oeufs et volailles. Le résultat obtenu par cette méthode est, comme dans le cas de l'industrie, largement supérieur à la valeur ajoutée par l'agriculture.

En effet, si l'estimation de la valeur des produits d'origine animale peut paraître assez basse (239 millions), il n'en est pas de même en ce qui concerne le chiffre proposé pour les productions fourragères, reprises pour un total de 694 millions de francs. Il semble que les quantités aussi bien que les prix ont été très largement surestimés. Comment concevoir en effet que les animaux domestiques puissent avoir consommé - au minimum - des aliments

(34) Le recensement industriel de 1880 ne fut pas exhaustif : de nombreuses branches furent négligées, surtout parmi celles qui présentaient un caractère artisanal. En le rapprochant du recensement de 1896, plus complet, on peut considérer que les omissions portèrent sur environ 20% de l'ensemble du personnel occupé.

valant plus de 700 millions, tandis que leurs produits n'auraient rapporté que moins du tiers de cette valeur ? En outre, il convient de remarquer qu'au contraire de l'estimation du produit industriel, qui est incomplète, cette estimation du produit agricole est très exhaustive : on y rencontre une estimation du produit des jardins d'agrément (5 millions de francs), et sur les 542 millions représentant le produit des cultures de céréales, non moins de 187 millions sont attribués à la production de paille. Enfin, il faut considérer que les fourrages, la paille et l'avoine ne sont que des productions intermédiaires et, à ce titre, ne peuvent figurer dans le produit final.

En tenant compte de ces divers éléments et en remplaçant l'estimation du produit de l'élevage par notre propre chiffre (296 millions au lieu de 239), la valeur de la production s'établirait au niveau déjà beaucoup plus acceptable de 827 millions de francs (35). En évaluant à 20% de la valeur du produit les dépenses en semences, engrais et matériel, on pourrait estimer à environ 662 millions la valeur ajoutée créée par l'agriculture en 1880.

Il semble donc qu'à cette époque, l'agriculture et l'industrie contribuaient pour une part à peu près égale à la formation du produit national. Cette impression se confirme si on se réfère au recensement des professions qui donne, pour 1880, la répartition suivante :

Emplois industriels	952.947
Emplois agricoles	807.464
Autres emplois	999.780
Population active	<u>2.760.191</u>
Sans profession	<u>2.834.985</u>
Population totale	5.595.176

Puisque les aidants ne sont pas repris dans les professions agricoles, en estimant leur nombre à environ 150.000, on peut retenir que la population active se répartissait à peu près également entre

(35) La différence entre notre estimation - 628 millions - et celle du recensement - 827 millions - est due au fait que le chiffre du recensement comprend des productions que nous avons négligées dans l'établissement de notre indice, à savoir : le produit des forêts, celui des jardins potagers et légumiers, des arbres fruitiers, des cultures de chanvre, de chicorée, de chardons cardères, etc... Ces produits, omis d'une part, repris de l'autre, représentent une valeur de 160 millions. D'autre part, ce chiffre se trouve compensé pour 60 millions par la sous-estimation de la valeur des productions d'origine animale.

l'industrie, l'agriculture et les services (36).

A défaut d'informations concernant le secteur "services", il nous a été impossible de reconstituer - même de façon approximative - l'évolution du produit national. Par contre, puisque nous disposions à la fois d'un indice du produit industriel, d'un indice du produit agricole et d'une base de pondération qui peut paraître acceptable, rien ne s'opposait au calcul d'un indice du produit physique.

En représentant respectivement par I_t^p , I_t^a , et I_t^i les indices du produit physique global, du produit agricole et du produit industriel à l'époque t, la formule de Laspeyres donne :

$$I_t^p = \frac{662 I_t^a + 650 I_t^i}{662 + 650} \quad (37)$$

et la part P_t^a du secteur agricole dans le produit physique à l'époque t se calcule aisément par la formule

$$P_t^a = \frac{I_t^a \cdot 662}{I_t^p \cdot 1.312} \quad (38)$$

Les résultats de ces calculs sont repris dans le tableau VII et représentés par les figures nos. 6 et 7.

(36) On peut en effet considérer que le groupe "Autres emplois" reprend une fraction assez élevée des professions ou états peu productifs, comme le clergé, les militaires, etc... (économiquement parlant, s'entend).

(37) Etant donné l'imprécision des estimations en cause nous avons cru pouvoir nous permettre de simplifier cette formule en $I_t^p = \frac{I_t^a + I_t^i}{2}$ ce qui n'entraîne pour les extrémités de la période qu'un biais inférieur à 0,3%.

(38) Que nous avons de nouveau simplifiée en $P_t^a = \frac{I_t^a}{2 \cdot I_t^p}$ ce qui n'entraîne qu'une différence inférieure à 0,5% pour 1880.

Figure 6. — Produit physique (Indice 1880 = 100)

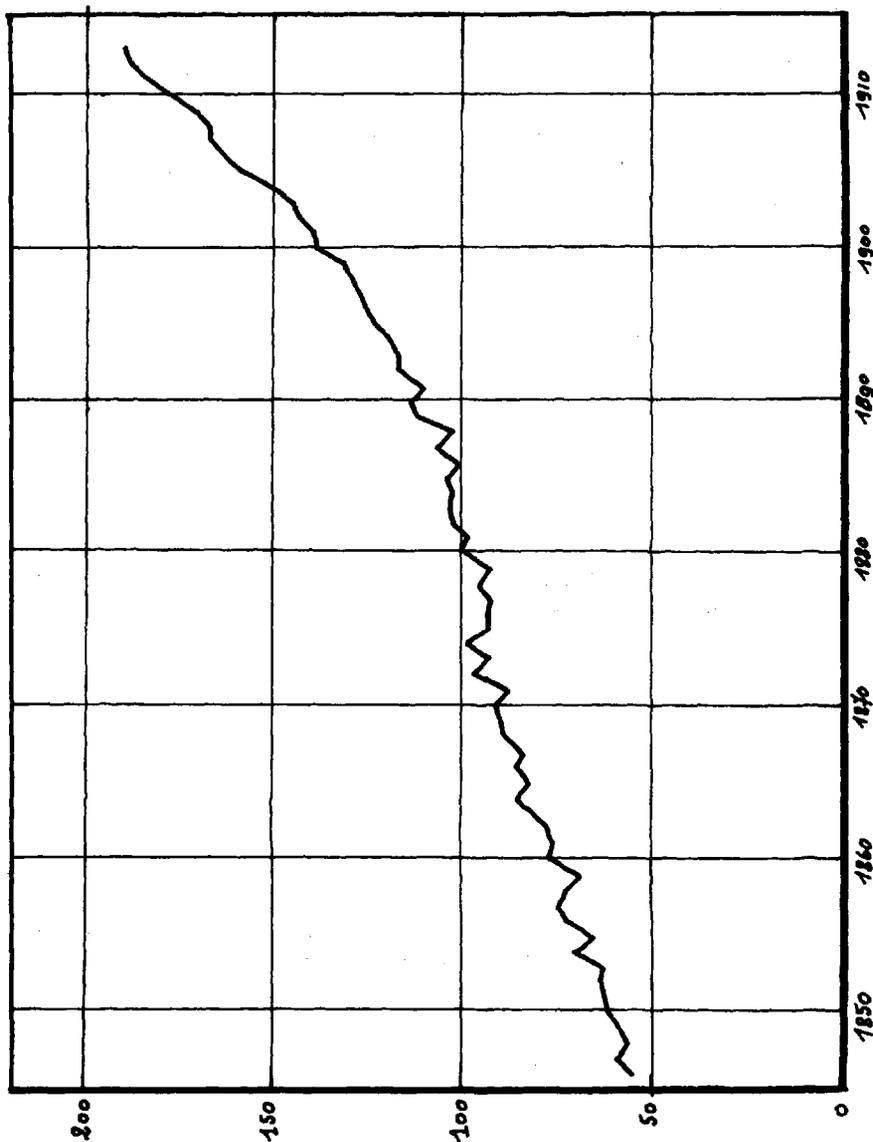
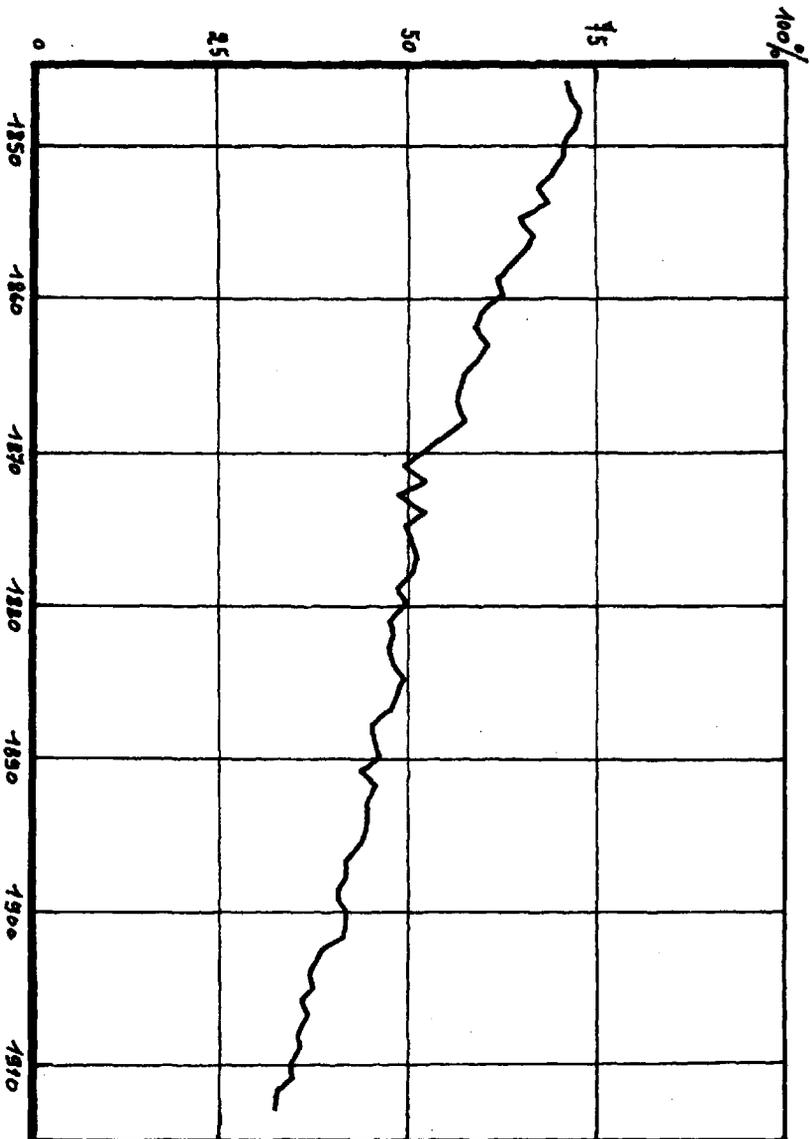


Figure 7. — Part de l'agriculture dans le produit physique



Ainsi, au début de la période qui nous occupe, le produit agricole entraînait pour plus de 70% dans la constitution du produit physique. En 1913, cette part relative était tombée à moins d'un tiers. Le chemin parcouru en moins de trois-quarts de siècle est donc remarquable : il correspond à peu près à un renversement pur et simple des positions respectives des secteurs agricole et industriel.

Le mouvement semble avoir été un peu plus rapide de 1846 à 1871 que pendant la période suivante. Mais, dans l'ensemble, la courbe montre une très grande régularité, malgré une nette accélération de 1868 à 1871 et une pente moins forte entre 1872 et 1885. Cette relative constance résulte d'une sorte de parallélisme entre l'évolution des taux de croissance agricoles et industriels. On peut considérer que leur rapport fut stable d'un bout à l'autre de la période. Ce n'est que de 1867 à 1871, alors que la crise de la main-d'oeuvre handicapait l'agriculture, puis de 1872 à 1885, alors que la crise affectait moins brutalement le secteur agricole que le secteur industriel, que ce rapport connut de légères variations.

*

* *

CONCLUSIONS

Pour conclure, nous ne pourrions mieux faire que rappeler les quelques observations développées dans les pages qui précèdent, et insister encore une fois sur la précarité des données statistiques et des estimations sur lesquelles elles reposent.

Avec un taux de croissance moyen de 0,59% par an, l'agriculture belge ne se développa que fort lentement, suivant trois phases distinctes. De 1846 à 1867, le taux de croissance fut relativement élevé (1%). Pendant cette période, l'élevage ne progressa guère, et l'accroissement du produit vint surtout d'une extension de l'étendue cultivée d'abord, des superficies réservées aux céréales et aux plantes industrielles ensuite. De 1868 à 1888, l'agriculture traversa une période de stagnation, voire de régression. L'élevage progressa cependant plus rapidement, et le recul fut provoqué par la diminution de la culture des céréales. De 1888 à 1913, enfin, la croissance reprit et résulta cette fois de l'augmentation du rendement des cultures d'une part, du développement de l'élevage d'autre part. De 1846 à 1913, le volume de la production agricole se trouva multiplié par 1,5, cette augmentation étant due pour environ un

quart à l'extension du domaine agricole, pour les trois quarts à l'amélioration des rendements.

Si la production moyenne par unité de sol ne progressa que de 30%, ce qui paraît inférieur à ce qui eut été possible, compte tenu du développement des connaissances, la production moyenne de l'unité de travail augmenta quant à elle plus rapidement. On peut supposer qu'elle aurait au moins doublé.

Les structures agricoles ne paraissent pas avoir subi de profond bouleversement. Au niveau du produit, on peut relever une augmentation à peu près constante de la part des cultures industrielles (de 6,5 à 11,5%), ainsi que la substitution qui s'opéra, de 1867 à 1910, entre la production de céréales et l'élevage, - la part relative de ce dernier passant de 44,7% à 54,5% - au contraire de ce qui s'était produit de 1849 à 1867. De 1866 à 1880, on note une nette augmentation du nombre de petites exploitations. En 1880, la moitié des terres arables étaient exploitées par des entreprises de moins de 8,5 hectares alors qu'en 1846, cette dimension moyenne était de 14 hectares, et de 12,5 hectares en 1866. Cette déconcentration des exploitations coïncida avec le début de la crise. L'origine semble pouvoir en être attribuée à la raréfaction de la main-d'oeuvre, consécutive à l'industrialisation et à l'urbanisation du pays.

Enfin, de secteur prépondérant au milieu du siècle, avec une contribution de plus de 70% à la formation du produit physique, l'agriculture passa, d'une façon très progressive, à une position beaucoup plus modeste puisqu'en 1913 sa production ne représentait plus que le tiers du produit physique global.

On ne peut donc assigner à l'agriculture de rôle bien actif dans la croissance économique de la Belgique pendant cette longue période qui va de 1846 à 1913. Au contraire, tout indique que le secteur agricole fut un secteur passif qui ne participa à la croissance que sous l'impulsion du formidable mouvement d'industrialisation qui marqua cette époque. Encore, dans l'ensemble des progrès réalisés, l'accroissement du produit ne fut pas le plus important, ni par l'extension des cultures, ni par l'amélioration de la productivité du sol. Sans doute, la nature ne se laisse pas facilement contraindre et impose des limites qu'on ne peut reculer qu'à grand'peine. Mais ne pourrait-on pas imaginer que si le développement industriel n'avait pas permis d'importer les denrées nécessaires à la subsistance d'une population croissante, le produit aurait augmenté bien davantage qu'il ne l'a fait, au prix d'une application immédiate et intensive des techniques nouvelles et surtout moyennant un apport croissant de facteurs capital et travail? Or, on constate au contraire que le

progrès s'est surtout manifesté par une importante économie de main-d'oeuvre, qui fut rendue nécessaire d'abord, possible ensuite, par le développement de l'industrie. On peut raisonnablement supposer que l'accroissement de l'emploi industriel résorba d'abord le chômage caché qui subsistait dans les couches actives de la population rurale. Dès 1868 cependant, ce recrutement industriel s'en prit aux forces indispensables à l'agriculture, qui ne put s'adapter à cette situation nouvelle que par une multiplication des petites exploitations d'appoint (moins de 3 hectares) et des exploitations à caractère familial (3 à 10 hectares), l'une et l'autre catégorie étant peu aptes à profiter d'un progrès technologique potentiel déjà considérable. De ce combat mené sur le marché de l'emploi, l'agriculture sortait vaincue. A ce moment pourtant, elle contribuait encore pour un peu plus de la moitié à la formation du produit physique. Quantitativement parlant, elle était encore majoritaire, mais cet avantage apparent était plus que compensé par le dynamisme de la jeune industrie. De 1845 à 1870, le taux de croissance annuel moyen de la production industrielle était de 4%, alors que celui du produit agricole n'était que de 1%. En 1846, l'industrie contribuait déjà pour plus de 60% à l'accroissement du produit physique, et pour plus de 75% en 1867.

Il est une tendance naturelle de l'esprit à jalonner l'histoire de dates privilégiées, qui permettent de mieux appréhender le réel par le découpage qui en résulte. Dans le cas qui nous occupe, la tentation est forte de distinguer dans l'évolution économique de la Belgique au XIXe siècle une phase de prédominance agricole et une phase de prédominance industrielle, éventuellement séparées par une période d'adaptation des structures. A la réflexion, on pourrait cependant se demander si ce découpage est bien adéquat et s'il répond à une réalité phénoménologique. En particulier, est-il vrai que l'agriculture et l'industrie constituent des activités créatrices fondamentalement différentes ? Et si une réelle différence peut être établie, peut-elle donner un sens à cette notion de prédominance ou de prépondérance d'un secteur particulier ?

L'auteur d'un très original article paru en 1933 dans le Bulletin de l'Institut de sciences économiques (39), concluait en ces termes : "C'est vers les années 1865-1870, qu'on peut placer la période à laquelle la structure économique de la Belgique a modifié son équilibre et où la prépondérance est passée de l'agriculture à

(39) A. v. C., "Contribution à l'étude du passage de la vie économique de la Belgique de la phase agricole à la phase industrielle", *Bulletin de l'Institut de sciences économiques*, Louvain, mai 1933, pp. 295-308.

l'industrie". Cette conclusion lui était inspirée par une comparaison des taux de nuptialité avec les prix du blé d'une part, de la fonte d'autre part. Ce rapprochement lui permettait de constater une variation du taux de nuptialité en raison inverse du prix du froment jusque peu avant 1870, de celui de la fonte ensuite. Le critère implicitement retenu pour caractériser la prépondérance d'un secteur était donc l'incidence déterminante ou non des variations conjoncturelles propres à ce secteur sur la situation du marché de l'emploi. Si c'est là le critère adéquat, il semblerait, d'après les observations faites au cours du chapitre III, que nous puissions faire nôtre la conclusion de cet article. Encore que les mots "structure" et "équilibre" nous y paraissent d'un emploi peu heureux.

Cependant, si l'on retient pour critère la part relative dans la formation du produit, ce serait vers 1880-1885 qu'il faudrait situer la prise de pouvoir de l'industrie. Et si l'on définit la prépondérance d'un secteur par l'importance de sa participation à la croissance, il faudrait conclure que le renversement des positions aurait eu lieu sans doute bien avant 1846. Enfin, en retenant le concept de secteur "entraînant" et de secteur "entraîné", il ne semble pas faire de doute qu'après 1880, et en tous cas après 1888, la croissance agricole fut surtout le résultat du progrès industriel, tandis que l'on pourrait reconnaître à l'agriculture sinon un rôle moteur, au moins une relative indépendance antérieurement à 1867.

Quoi qu'il en soit, même s'il n'est pas sûr que la notion de passage d'un type d'économie à un autre ou de prédominance d'un secteur soit adéquate, il semble certain que de 1867 à 1888, aussi bien à l'intérieur de l'agriculture que dans l'ensemble de l'économie, quelque chose d'irréversible se soit produit qui ne fut pas la simple conséquence d'une crise conjoncturelle. Par contre, la responsabilité exclusive de la croissance industrielle dans l'apparition et le déroulement de ce "quelque chose" nous paraît fort improbable. Sans doute une explication vraiment satisfaisante ne pourra-t-elle être dégagée que par l'étude simultanée des différents aspects de la vie économique et sociale à cette époque.

Mais ceci, comme disait Kipling, est une autre histoire...

TABLEAU I

Prix moyens des principaux produits agricoles (1875-1885)

Céréales (en francs par 100 kg.)		Animaux domestiques (en francs par tête, sur pied)	
Avoine	20,03	Vaches	333,00
Epeautre	19,98	Génisses	230,00
Froment	28,20	Veaux	71,00
Méteil	24,86	Moutons	37,60
Orge	21,26	Agneaux	27,00
Sarrasin	21,60	Porcs gras	120,00
Seigle	19,82	Chevaux adultes	639,00
		Poulains	399,00
Plantes industrielles (en francs par hl.)		(en francs par kg.)	
Colza	36,08	Beurre	3,08
Graines de lin	32,61	Laine en suint	1,70
(en francs par 100 kg.)			
Tabac	(40) 106,00		
Lin brut	(41) 106,80		

Source : d'après les *Bulletins du Conseil supérieur d'agriculture* et les *Annuaire statistiques*.

(40) Chiffre calculé d'après les prix à l'importation renseignés par les *Tableaux du commerce de la Belgique avec les pays étrangers*.

(41) Le prix du lin brut n'est renseigné qu'à partir de 1885. Le chiffre reproduit ici est le prix moyen des années 1885-1890.

TABEAU II

Céréales

Années	Valeur 1.000 F (42)	Indice 1880 = 100	Années	Valeur 1.000 F (42)	Indice 1880 = 100
1846	194.406	70,18	1880	277.001	100,00
1847	222.569	80,35	1881	233.464	84,28
1848	225.850	81,53	1882	265.882	95,99
1849	228.428	82,46	1883	154.142	91,75
1850	231.599	83,61	1884	259.433	93,66
1851	234.957	84,82	1885	261.414	94,37
1852	232.864	84,07	1886	244.049	88,10
1853	211.047	76,19	1887	267.019	96,40
1854	288.434	103,41	1888	208.758	75,36
1855	216.128	78,02	1889	233.338	84,24
1856	279.520	100,91	1890	260.655	94,10
1857	292.119	105,46	1891	204.532	73,84
1858	265.286	95,77	1892	268.484	96,93
1859	207.683	75,04	1893	234.190	84,54
1860	270.814	97,77	1894	242.784	87,64
1861	237.701	85,81	1895	244.134	88,13
1862	235.291	84,94	1896	253.069	91,36
1863	273.104	98,59	1897	219.973	79,41
1864	287.283	103,71	1898	232.775	84,03
1865	261.650	94,46	1899	204.952	73,99
1866	257.905	93,11	1900	243.849	88,03
1867	240.229	86,72	1901	251.244	90,70
1868	294.640	106,36	1902	261.217	94,30
1869	266.729	96,29	1903	237.662	85,80
1870	262.438	94,74	1904	251.187	90,68
1871	196.676	71,00	1905	234.837	84,78
1872	286.379	103,39	1906	234.179	84,54
1873	215.084	77,64	1907	276.188	99,70
1874	303.118	109,43	1908	244.458	88,25
1875	247.837	89,47	1909	259.394	93,64
1876	245.879	88,76	1910	250.881	90,57
1877	255.939	92,40	1911	274.891	99,24
1878	253.481	91,51	1912	255.027	92,07
1879	217.825	78,64	1913	256.309	92,53

(42) Valeurs constantes d'après les prix moyens de 1880. Source : voir texte p. 12 à 14.

TABEAU III

Plantes industrielles

Années	Valeur 1.000 F (43)	Indice 1880 = 100	Années	Valeur 1.000 F (43)	Indice 1880 = 100
1846	34.089	62,38	1880	54.644	100,00
1847	33.793	61,84	1881	53.266	97,48
1848	34.264	62,70	1882	48.110	88,04
1849	34.678	63,46	1883	54.309	99,39
1850	34.666	63,44	1884	47.570	87,05
1851	36.949	67,62	1885	51.171	93,64
1852	35.837	65,58	1886	56.359	103,14
1853	36.420	66,65	1887	56.428	103,26
1854	37.137	67,96	1888	48.766	89,24
1855	37.965	69,48	1889	76.700	140,36
1856	43.386	79,40	1890	70.595	129,19
1857	41.548	76,03	1891	65.743	120,31
1858	33.696	61,66	1892	61.763	113,03
1859	48.026	87,89	1893	72.764	133,16
1860	47.003	86,02	1894	71.493	130,83
1861	51.393	94,05	1895	86.306	157,94
1862	54.956	100,57	1896	78.173	143,06
1863	60.348	110,44	1897	80.583	147,47
1864	62.701	114,74	1898	72.075	131,90
1865	45.607	83,46	1899	90.722	166,02
1866	64.197	117,48	1900	101.518	185,78
1867	62.999	115,29	1901	93.956	171,94
1868	57.822	105,82	1902	78.415	143,50
1869	61.890	113,26	1903	71.310	130,50
1870	55.760	102,04	1904	68.835	125,97
1871	60.316	125,02	1905	106.715	195,29
1872	71.800	131,40	1906	96.851	177,24
1873	69.525	127,23	1907	84.323	154,31
1874	66.160	121,07	1908	90.027	164,75
1875	52.239	95,60	1909	85.571	156,60
1876	60.091	109,97	1910	94.329	172,62
1877	46.402	84,92	1911	84.237	154,16
1878	58.038	106,21	1912	96.907	177,34
1879	47.773	87,43	1913	82.121	150,28

(44) Valeurs constantes d'après les prix moyens de 1880. Source : voir texte p. 12 à 14.

TABLEAU IV

Elevage

Années	Valeur 1.000 F (44)	Indice 1880 = 100	Années	Valeur 1.000 F (44)	Indice 1880 = 100
1846	266.351	89,96	1880	296.082	100,00
1847	274.144	92,59	1881	302.850	102,29
1848	275.654	93,10	1882	305.117	103,05
1849	276.967	93,54	1883	306.654	103,57
1850	277.813	93,83	1884	309.030	104,37
1851	278.048	93,91	1885	330.160	111,51
1852	278.281	93,99	1886	312.650	105,60
1853	278.207	93,96	1887	315.777	106,65
1854	277.436	93,70	1888	319.251	107,83
1855	276.451	93,37	1889	325.683	110,00
1856	277.081	93,58	1890	329.577	111,31
1857	280.113	94,61	1891	333.417	112,61
1858	279.564	94,42	1892	337.206	113,89
1859	280.858	94,86	1893	339.311	114,60
1860	281.619	95,12	1894	345.066	116,54
1861	282.485	95,41	1895	345.883	116,82
1862	285.043	96,27	1896	345.439	116,67
1863	287.109	96,97	1897	354.147	119,61
1864	287.618	97,14	1898	358.825	121,19
1865	287.652	97,15	1899	363.961	122,93
1866	288.886	97,57	1900	369.508	124,80
1867	287.939	97,25	1901	374.810	126,59
1868	285.642	96,47	1902	379.459	128,16
1869	283.795	95,85	1903	384.078	129,72
1870	281.911	95,21	1904	389.737	131,63
1871	280.979	94,90	1905	394.406	133,21
1872	281.323	95,02	1906	398.858	134,70
1873	283.765	95,84	1907	400.258	135,18
1874	283.931	95,90	1908	406.699	137,36
1875	285.076	96,28	1909	412.265	139,24
1876	285.161	96,31	1910	416.979	140,83
1877	286.197	96,66	1911	430.552	145,41
1878	291.478	98,45	1912	422.301	142,63
1879	293.945	99,28	1913	427.663	144,44

(44) Valeurs constantes d'après les prix moyens de 1880. Source : voir texte p.12 à 14.

TABEAU V

Production globale

Années	Valeur 1.000 F (45)	Indice 1880 = 100	Années	Valeur 1.000 F (45)	Indice 1880 = 100
1846	494.846	78,83	1880	627.727	100,00
1847	530.506	84,51	1881	589.580	93,92
1848	535.768	85,35	1882	619.109	98,63
1849	540.073	86,04	1883	615.105	97,99
1850	544.078	86,67	1884	616.033	98,14
1851	549.954	87,61	1885	642.745	102,39
1852	546.985	87,14	1886	613.058	97,66
1853	525.674	83,74	1887	639.224	101,83
1854	601.007	95,74	1888	576.775	91,88
1855	530.544	84,52	1889	635.721	101,27
1856	599.987	95,58	1890	660.827	105,27
1857	613.780	97,78	1891	603.692	96,17
1858	578.546	92,17	1892	667.453	106,33
1859	536.567	85,48	1893	646.265	102,95
1860	599.436	95,49	1894	659.343	105,04
1861	571.579	91,06	1895	676.323	107,74
1862	575.290	91,65	1896	676.681	107,80
1863	620.561	98,86	1897	654.703	104,30
1864	637.602	101,57	1898	663.675	105,73
1865	594.909	94,77	1899	659.635	105,08
1866	610.988	97,33	1900	714.875	113,88
1867	591.167	94,18	1901	720.010	114,70
1868	638.094	101,65	1902	719.091	114,55
1869	612.414	97,56	1903	693.050	110,41
1870	600.109	95,60	1904	709.759	113,07
1871	537.971	85,70	1905	735.958	117,24
1872	639.502	101,88	1906	729.888	116,27
1873	568.374	90,54	1907	760.769	121,19
1874	653.209	104,06	1908	741.184	118,07
1875	585.152	93,22	1909	757.230	120,63
1876	591.131	94,17	1910	762.189	121,42
1877	588.538	93,76	1911	789.680	125,80
1878	602.997	96,06	1912	774.235	123,34
1879	559.543	89,14	1913	766.093	122,04

(45) Valeurs constantes d'après les prix moyens de 1880. Source : voir texte p. 12 à 14.

TABLEAU VI**Taille des exploitations agricoles**

Classe	1846	1866	1880	1895
50 a et -	247.551	312.290	472.471	456.120
51 a à 1 ha	70.413	108.094	121.905	85.921
1 à 2 ha	82.550	107.531	116.187	90.312
2 à 3 ha	42.355	55.701	56.140	50.576
3 à 4 ha	24.329	32.987	32.323	30.732
4 à 5 ha	16.699	22.165	21.408	20.213
5 à 10 ha	42.737	52.650	48.390	49.065
10 à 20 ha	26.585	30.996	25.983	28.151
20 à 30 ha	9.056	9.967	7.749	8.163
30 à 40 ha	3.881	3.982	3.023	3.187
40 à 50 ha	2.061	2.117	1.414	1.601
50 ha et +	4.333	5.527	3.043	2.661
+ de 100 ha				923
	572.550	744.007	910.036	827.625

Source : *Recensements de l'agriculture.*

TABLEAU VII

Indice du produit physique et parts relatives des secteurs

Années	Indice agriculture 1880 = 100	Indice industrie 1880 = 100	Indice produit physique 1880 = 100	% agriculture	% industrie
1846	79	32	56	71	29
1847	85	34	59	72	28
1848	85	32	59	73	27
1849	86	33	60	72	28
1850	87	36	61	71	29
1851	88	37	62	70	30
1852	87	39	63	69	31
1853	84	42	63	67	33
1854	96	44	70	68	32
1855	85	47	66	64	36
1856	96	49	72	66	34
1857	98	51	74	66	34
1858	92	53	72	64	36
1859	85	54	70	61	39
1860	95	58	77	62	38
1861	91	61	76	60	40
1862	92	64	78	59	41
1863	99	65	82	60	40
1864	102	69	85	60	40
1865	95	70	82	58	42
1866	97	74	85	57	43
1867	94	73	84	56	44
1868	102	74	88	58	42
1869	98	82	90	54	46
1870	96	86	91	53	47
1871	86	87	86	50	50
1872	102	92	97	53	47
1873	91	94	93	49	51
1874	104	93	99	53	47
1875	93	93	93	50	50
1876	94	91	92	51	49
1877	94	90	92	51	49
1878	96	93	95	51	49
1879	89	94	92	49	51

Années	Indice agriculture 1880 = 100	Indice industrie 1880 = 100	Indice produit physique 1880 = 100	% agriculture	% industrie
1880	100	100	100	50	50
1881	94	103	98	48	52
1882	99	107	103	48	52
1883	98	108	103	47	53
1884	98	106	102	48	52
1885	102	103	103	50	50
1886	98	104	101	49	51
1887	102	111	106	48	52
1888	92	112	102	45	55
1889	101	121	111	46	54
1890	105	123	114	46	54
1891	96	124	110	44	56
1892	106	126	116	46	54
1893	103	130	116	44	56
1894	105	132	118	44	56
1895	108	137	122	44	56
1896	108	142	125	43	57
1897	104	148	126	41	59
1898	106	151	128	41	59
1899	105	157	131	40	60
1900	114	163	138	41	59
1901	115	164	139	41	59
1902	115	171	143	41	59
1903	110	181	146	38	62
1904	113	190	152	37	63
1905	117	200	158	37	63
1906	116	208	162	36	64
1907	121	211	166	36	64
1908	118	214	166	36	64
1909	121	220	170	35	65
1910	121	232	177	34	66
1911	126	240	183	34	66
1912	123	252	188	33	67
1913	122	257	190	32	68